

LE  
COUP DE JARNAC  
DES ARISTOCRATES.



A PARIS,  
Chez les Marchands de Nouveautés.

1790.

THE NEWBERRY  
LIBRARY

11

COPIES OF THE

REPORT OF THE

COMMISSIONERS

OF THE LAND OFFICE

FOR THE





# DES DEVOIRS

## DES FRANÇAIS

EN 1798.

---

*Est Deus in nobis. . . . .*

JUVENAL.

---

**J.** A I peu de choses à dire relativement à l'imposant objet qui occupe en ce moment mes Concitoyens, & dont l'Europe attentive attend l'événement : événement fait pour influer sur elle , soit en bien , soit en mal , beaucoup plus peut-être qu'elle ne pense , & que nous ne pensons nous-mêmes. Tout ce que je me propose est d'asseoir sur une base inébranlable des droits déjà solidement établis. C'est encore de montrer que la LOI ADORABLE qui sert de fondement à ces droits , nous impose , dans ses conséquences , le devoir de couvrir d'une gloire immortelle notre

jeune Roi en co-opérant avec lui à faire naître  
de notre bonheur le bonheur de l'Univers.



TOUT annonce l'approche du jour à jamais mémorable où nous allons nous trouver heureux que la suite d'un premier choix , dont le souvenir est renouvelé à chaque sacre , nous ait mis dans le cas d'être gouvernés par le Prince qui nous gouverne. Celui qui tient dans sa main les destinées des empires & qui les conduit à son gré , a voulu que la raison parlât à l'esprit de ce Prince , & que la sensibilité , bannie depuis si long-temps du cœur des Rois par l'orgueil , fût constamment entendre sa voix dans le sien. Ces germes précieux ont produit leur fruit ; le concours des circonstances en a hâté le développement , & Louis XVI a enfin manifesté l'intention de rendre à la Nation tous les droits qui lui appartiennent.

J'ai dit ailleurs que malheureusement il y a par-tout abus dans les termes , & que , plus malheureusement encore , l'abus des termes entraîne

---

(1) Voyez le Conservateur,



celui de la conduite. Si jamais l'on dut avoir continuellement cette vérité sous les yeux , c'est sur-tout en ce moment où il s'agit d'énoncer des droits , de poser en lois , & en lois constitutionnelles, ces droits énoncés & ce qui est de nature à les rendre inviolables. Qui ne sent que la moindre obscurité , la moindre ambiguïté mettraient ici dans le cas de se méprendre sur l'essence de la chose, tendraient à la rendre problématique & fourniraient matière à des débats ultérieurs ? On ne peut donc trop scrupuleusement s'astreindre à l'emploi de termes propres & individuels.

Pour nous conformer à ce précepte , nous observerons qu'en annonçant l'intention dans laquelle était le Roi de rendre à la Nation tous les droits qui lui appartiennent , en préconisant, dans l'élan de la joie , cette intention , on a présenté comme un bienfait cet acte de simple justice. Les objets se trouvent en cela dénaturés. Il importe qu'ils ne paraissent que ce qu'ils sont & que la France ne se trouve point exposée à se conduire d'après une fausse règle de conduite.

L'idée d'un droit quelconque emporte avec soi l'idée d'une chose à laquelle personne ne peut atenter sans se rendre répréhensible, & que celui qui en jouit est autorisé à défendre en vertu de la loi.

naturelle , qui est antérieure à toutes les lois positives. Dire que l'on est dans l'intention de rendre à une Nation les droits qui lui appartiennent , ce n'est donc que reconnaître implicitement que l'on n'usait de ces droits que par usurpation. Le mot *rendre* cesse dès-lors d'être le mot propre ; c'est de celui de R E S T I T U E R qu'il faut se servir. Une restitution ne pouvant , ne devant en aucune manière être prise pour un bienfait , il ne peut en aucune manière y avoir lieu au sentiment de la reconnoissance à l'occasion d'une restitution.

Qu'ils seraient loin de mon cœur & de ma pensée ceux qui croiraient , d'après cette appréciation sévère de la relation morale dans laquelle nous nous trouvons avec le Représentant de la Nation , que je n'ai pas eu besoin de sentir tous les dangers d'une appréciation fausse pour me défendre de livrer le choix de mes expressions à l'enthousiasme qui s'est emparé du cœur de presque tous les F R A N Ç A I S ! Que ne puis-je dire de tous pour verser dans ton ame la joie dont elle mérite qu'on l'inonde , Prince assez grand pour voir au dessus de toi la justice , Prince assez éclairé , assez prudent pour voir que l'on ne peut régner sûrement que par elle ? Mais , même pour suivre les mouvements les plus naturels à mon cœur en



te faisant te complaire en toi-même, je ne me permettrai point de couvrir du moindre voile la vérité. C'est dans sa nudité imposante & instructive qu'elle doit se montrer ici où il est question d'objets qui intéressent & la génération présente & les générations futures. Non, ton acte loyal n'a pas rempli d'enthousiasme tous les FRANÇAIS, & il est des cœurs durs qui ne se sont point épanouis à l'idée de la félicité publique prête à éclore. Leurs efforts &, puisqu'il faut le dire, leurs attentats pour s'opposer à son avènement, n'ont que trop appris & n'apprennent que trop encore que, loin de t'applaudir, ils frémissent de te voir marcher dans le chemin de la justice; ils frémissent de sentir que, malgré leur vaine, leur déshonorante résistance, il faudra qu'ils finissent par se voir entraînés sur tes pas dans ce chemin où ils redoutent d'entrer. Combien peu cependant il leur en coûterait pour y marcher à tes côtés en triomphateurs ! Combien plus il a dû t'en coûter, ô mon Roi ! Imbu dès l'enfance des plus fausses maximes; accoutumé dès l'enfance à croire que tous les habitants de ce vaste Empire étaient faits pour toi, & qu'ils devaient se trouver heureux quand, par hasard, tu daignais t'occuper de ce qui pouvait diminuer leurs infortunes, accoutumé à voir tout se mouvoir à tes ordres ;

tout se plier à ta volonté; assiégé enfin par la  
 bassesse qui, pour se courber, n'attendait pas  
 même que tu parusses desirer qu'elle se courbât :  
 quel intervalle immense il a fallu que ta raison  
 parcourût pour en venir à connaître & ce que sont  
 les hommes, & ce qu'est celui qu'ils ont revêtu  
 d'un pouvoir qui n'existe que dans la réunion de  
 leurs forces particulières qu'ils peuvent retirer,  
 & ce qu'ils restent après l'avoir revêtu de ce  
 pouvoir, & ce que la raison dit qu'ils ont entendu  
 rester ! Tu l'a franchi cet intervalle. Ton coup-  
 d'œil éclairé t'a montré tous les malheurs nés ou  
 à naître de l'ignorance ou du mépris de ces grandes  
 vérités ; il t'a montré ces malheurs brisant d'abord  
 les peuples & finissant par briser leurs chefs, soit  
 quand la patience humaine est arrivée à son terme ,  
 soit quand l'esprit d'avilissement & de lâcheté,  
 qui accompagne l'esprit de servitude, invite à une  
 conquête aisée un voisin ambitieux. Ta sensibilité  
 maintenant connue ne t'a pas, en même temps,  
 permis de voir sans déchirement les abus de  
 pouvoir faits en ton nom. Tu as fini par te dire  
 que ce pouvoir ne t'était que confié, & que ce  
 n'était point pour en faire cet usage : alors les  
 usurpations de tes prédécesseurs se sont montrées  
 à tes yeux avec tout ce qu'elles ont de perfide  
 & d'odieux ; alors tu as conçu l'estimable desir



d'écarter de toi cette souillure: alors, enfin, il ne t'en a plus rien coûté pour agir conformément à ton desir, parce que tu t'es dit qu'on ne peut point se regarder comme faisant des sacrifices, lorsque c'est sur l'autel de la justice que l'on sacrifie. Qu'il croisse l'olivier que tu as planté entre nous & toi, qu'il croisse cet arbre de paix & qu'il nous couvre à jamais de son ombrage consolateur ! F R A N Ç A I S , mes chers Concitoyens, je l'ai dit, je le répète, & je l'ai démontré, nous ne sommes point tenus envers notre Roi d'actions de grâces ; mais le tribut le plus entier de louange & d'acclamation pour la victoire qu'il a remportée sur lui-même, nous le lui devons. Lui payer ce tribut, voilà notre premier devoir.

Le second devoir des F R A N Ç A I S est que le sentiment qui les porte à former autour de leur Prince ce concert de louanges si mérité, ne soit point un sentiment stérile. Ils se doivent, ils lui doivent que les desirs, à la manifestation desquels ils applaudissent, soient remplis dans toute leur étendue. Ces desirs sont connus. Ce n'est point d'une partie, c'est de l'universalité de leurs droits qu'il se propose que les Français rentrent en possession ; c'est sur la reconnaissance de ces droits

que vont porter les lois constitutionnelles qui resserreront à jamais les liens de confiance & d'amour entre la Nation & le Roi, & rendront leur existence, pour ainsi dire, individuelle : c'est donc, pour que les desirs du Roi soient remplis, l'universalité de leurs droits, que les FRANÇAIS doivent rechercher, établir & assurer pour jamais.

On peut voir maintenant s'il importait d'écarter ici toute idée de bienfait reçu. La reconnaissance que fait naître chez nous l'idée d'un bienfait dont nous sommes les objets, n'est pas un sentiment qui nous porte à discuter scrupuleusement ce qui nous appartient vis-à-vis de celui qui nous a pour obligés. Lui complaire nous paraît un devoir & en est un jusqu'à un certain point.

Ce n'est point dans la même disposition d'ame que nous nous trouvons vis-à-vis de celui qui ne fait que nous restituer. L'idée d'un tort qui nous avait été fait & que l'on se resout à cesser de nous faire, nous porte naturellement à rechercher si ce tort est le seul dont nous ayons à nous plaindre. Cette idée nous porte encore, & tout aussi naturellement, à rechercher & à découvrir quels ont été les moyens employés pour parvenir à nous léser ; elle nous porte ensuite à imaginer, à prendre toutes les précautions qui nous semblent



propres à nous rassurer contre la crainte d'éprouver de nouveau la même lésion. Enfin , plus nous venons à reconnaître que les moyens employés pour parvenir à usurper sur nous , étaient de nature à rendre infailible le succès de l'usurpation préméditée , plus nous jugeons de même que les précautions à prendre pour que ces funestes moyens ne puissent jamais se trouver employés , ne sauraient être trop grandes.

C'est dans cet esprit que les FRANÇAIS doivent procéder à la consommation de l'œuvre imposant pour l'exécution duquel ils se trouvent assemblés , & ce n'est qu'en y procédant dans cet esprit qu'ils rempliront le vœu de leur Prince , pour que la Nation rentre en possession de l'universalité de ses droits.

Quels sont-ils ces droits ? Il n'est pas besoin , pour les connoître , de s'enfoncer dans les forêts de la Germanie & de rechercher aussi inutilement que péniblement si , tandis que l'on y décidait les affaires de peu d'importance dans un Conseil particulier , les résolutions sur les affaires majeures ne s'y prenaient que dans une Assemblée générale ; si , dans ce qui est dit qu'en France , *lex fit consensu Populi & constitutione Regis* , la loi se fait par le *consentement du Peuple & la constitution du Roi* ,

on doit entendre , par ces mots *constitution du Roi* , que son assentiment est nécessaire pour que la loi ait lieu , de manière que , faute de cet assentiment , elle ne l'ait point , ou entendre simplement que le Roi . en apposant sa signature , fait la fonction de Notaire de la Nation & donne l'authenticité à un acte déjà revêtu de toute sa validité. Ces discussions ne peuvent regarder que les lois *à faire* , telles que seraient l'Ordonnance des Testaments , celle des Eaux & forêts , celle des Substitutions &c. Elles ne sauroient jamais intéresser les lois FAITES & c'est de lois FAITES qu'il s'agit ici. On verra bientôt ce que nous entendons par ces dernières , & qu'elles sont aussi anciennes que le Monde.

Différents des droits muables des Représentants des Nations , nos droits ne résultent point de ce qui s'est fait : ils reposent sur ce qui a DU , DOIT & DEVRA se faire en tous temps , en tous lieux. Ces droits ne sont pas plus ainsi les droits des Francs , que ceux des Anglois , des Espagnols ; ils n'appartiennent à aucun Peuple en particulier , parce qu'ils appartiennent à tous les Peuples en général , autant à ceux qui sont écrasés sous la verge de fer du despotisme , qu'à ceux qui jouissent d'une constitution libre : ce sont enfin les



droits de l'HOMME. Ce n'est donc point dans les fastes faux, obscurs & incertains de l'Histoire qu'ils sont déposés ; c'est au Code sacré de la Nature qu'ils sont écrits, c'est au fond de nos cœurs où Dieu ne cesse de les promulguer (1). A cet égard, ce ne sont ni les Nations ni les Rois, c'est-lui qui a été & qui est le Souverain Législateur. Au moment où il appela les Êtres & où, à sa voix, ils sortirent du néant, il leur imposa des lois, qui font partie de leur essence, & desquelles il ne leur est pas permis de s'écarter.

En vertu de ces lois que trouvent FAITES & les Peuples & les Rois, de ces lois immuables, bien différentes de celles qui sont l'ouvrage de notre prévoyance bornée & qui changent comme les circonstances, l'homme a reçu le discernement du mal & du bien, & sa conscience lui a été donnée pour porter chez lui le trouble & le remords lors qu'il auroit fait le mal, ou y répandre le calme & le contentement lorsqu'il auroit fait le bien.

C'est sur cette noble dépendance, à laquelle nul n'a droit de nous soustraire, qu'est fondé le droit à la liberté que chacun de nous apporte en naissant, & ce droit n'est point ainsi simple-

---

(1) *Est Deus in nobis.*

ment un droit naturel , il est plus , il est un droit DIVIN. Qui ne voit maintenant que c'est le comble de l'abomination , comme le comble de l'audace , que de vouloir établir , au préjudice d'un droit si sacré , le système impie de l'obéissance passive ? Où cet état déplorable de choses afflige notre espèce , l'homme , rapproché de la brute , se fait lamenteusement à ne plus agir d'après le jugement porté par sa conscience sur la nature bonne ou mauvaise de l'action qui lui est commandée , tout sentiment de dignité morale s'engourdit chez lui , il ne fait plus que craindre & , semblable au bâton qui suit tous les mouvements de la main dans laquelle il se trouve , il est prêt à devenir l'instrument de tous les crimes.

Quel fauteur assez impudent du despotisme pour démentir ce que j'avance & pour nier qu'à sa voix effrayante le Juge condamne l'innocent , l'ami trahit son ami , l'épouse son époux , le fils son père , le père son fils ; pour nier que la nature est ainsi outragée en tout sens , & que , foulée aux pieds , elle est encore contrainte de dévorer ses larmes ? Que dis-je ? les dévorer ? Sous l'empire immoral du despotisme le sentiment du juste & de l'injuste s'oblitére , la conscience s'obscurcit , l'ame se gangrène au point que l'on en vient à croire n'avoir pas de larmes à répandre. Je m'ar-



rête & les miennes coulent à la vue des témoignages multipliés que l'histoire fournit de la vérité de ce que j'avance. Je n'en citerai qu'un. N'arrêtons point nos regards sur Néron au moment où il ordonne d'affassiner sa mere ; ce crime, dont l'idée seule fait frissonner & tourner visage, n'est que le crime personnel du despote. Ce qu'il faut voir, ce qu'il faut contempler, c'est celui qui s'arme froidement d'un poignard pour exécuter un pareil ordre, ce sont les satellites qui s'empressent de lui prêter leur appui. Comme ils marchent ces hommes atroces, comme ils se hâtent ! On dirait qu'ils craignent qu'on ne leur reproche leur lenteur ! Quoi ! l'horreur du forfait dont ils se rendent les instruments n'arrête point leurs pas ? Qui peut l'empêcher de se faire entendre dans leurs cœurs ? Qui ? Le despotisme qui, pervertit autour de lui tous les cœurs. Poursuivons & terminons le tableau de ses horribles effets par un trait qui les présente portés à leur comble. Le crime est consommé, & Agrippine vient de se voir arracher la vie par ordre de celui à qui elle avoit donné le jour. Eh ! bien, qu'arrive-t-il & que vois-je ? O comble de l'abomination ! C'est le Sénat Romain, ce-même Sénat qui avoit renvoyé son Médecin à Pyrrhus en l'avertissant qu'il avoit offert de l'empoisonner. Ils s'avancent ces Pères Conscripts,

ils s'avancent & ils ne rougissent point de féliciter le Monstre & d'applaudir à son horrible attentat. Quoi ! ils ne rougissent point d'étouffer le remords dans son ame & de l'inviter par-là à de nouveaux crimes ! Non , ils n'en rougissent point ; la crainte du tyran s'est élevée dans leur ame au-dessus de la crainte du ciel , sans quoi ils croiraient entendre gronder sur leurs têtes la foudre vengeresse. Telle est, exécrationnable Despotisme, la coupe de perversité dans laquelle tu fais boire & tes complices & tes victimes !

Et vous tardez, FRANÇAIS, & vous n'avez pas encore promulgué une loi faite par Dieu-même ! Il n'est pas besoin d'opiner pour promulguer une pareille loi puisque délibérer seroit un crime. Hâtez-vous donc & posez pour principe fondamental de toute société, que tous les hommes, & par conséquent tous les FRANÇAIS, sont libres de droit divin ; que quiconque voudroit attenter à leur liberté, en quelque dignité qu'il soit constitué & de quelque caractère qu'il soit revêtu, doit être regardé comme s'attaquant à Dieu-même, comme voulant dégrader son ouvrage & comme coupable du plus grand des sacrilèges. Prononcez de même que, le droit que tous les hommes ont à la liberté étant un droit divin, il est par-là inaliénable & qu'ils ne peuvent, ni eux-mêmes



eux-mêmes ni d'autres pour eux, renoncer à ce droit; que, dans le cas où l'on essayerait d'y donner atteinte, ils sont tenus de le défendre, que la résistance n'est pas seulement permise, qu'elle est encore commandée, & que l'insurrection universelle est, en cas pareil, d'obligation étroite. Déclarez enfin que la longue oppression d'un Peuple ne peut acquérir aucun droit à ses oppresseurs, parce que rien ne peut légitimer un acte vicieux & impie dans son principe; que, tenue dans l'esclavage pendant des miriades de siècles, une Nation a, comme aux premiers jours du monde, droit de revendiquer & de se procurer sa liberté, parce que, son droit à cet égard étant un droit divin, son imprescriptibilité se trouve fondée sur l'immutabilité des décrets de son Auteur. Ce qu'il a voulu, ce qu'il ne cesse de vouloir doit avoir son exécution, & l'on ne peut cesser d'être autorisé à en procurer l'accomplissement. Le seul effet de l'oppression est d'annuler, au moment où la liberté légitime est revendiquée, tous pactes antérieurement faits avec l'oppresseur, comme ayant été l'ouvrage de la violence d'une part & de la crainte de l'autre.

Quand vous aurez ainsi servi le vœu du Prince & rempli un de vos devoirs envers Dieu, envers vos contemporains & envers vos descendants,

ne tardez pas à énoncer de la manière la plus précise tout ce dont la qualité d'hommes libres vous met en droit de jouir, afin que tout ce à quoi il n'est pas permis d'attenter & que c'est pour vous un devoir de défendre, soit de même universellement connu.

Déclarez au nom du Maître de l'Univers qu'en conséquence de sa volonté suprême tout homme, & conséquemment tout FRANÇAIS, a de droit divin la propriété la plus entière de sa personne & de ses biens; qu'il ne doit lui être apporté, par qui que ce soit, aucun trouble dans la jouissance de l'une & de l'autre de ces deux choses, hors, quant à sa personne, le cas où il se serait rendu coupable de délit & aurait donné droit d'entreprendre sur sa liberté en attendant à celle d'autrui, & le cas, quant à ses biens, où il s'agira de contribuer aux charges de la chose publique. Déclarez que, dans le cas où ce trouble, dans la propriété de sa personne ou dans celle de ses biens, lui serait apporté par quelque entreprise du pouvoir exécutif, cette entreprise doit être regardée comme une entreprise attentatoire aux droits de l'homme; que tous ses Concitoyens, de quelque classe & condition qu'ils puissent être, sont tenus de réclamer & de lui prêter secours; & que, de même, tous ceux qui auront concouru



à cet attentat, depuis le Ministre jusqu'au dernier exécuteur de son ordre arbitraire, seront poursuivis criminellement & condamnés à la peine la plus grave, comme ayant commis le plus grand des crimes, celui d'avoir manifesté & mis en acte le dessein sacrilège de dégrader l'homme par la crainte, d'enchaîner la Nation & de substituer la volonté d'un seul à la volonté de tous.

Ordonnez l'élargissement de tous ceux qui gémissent dans les prisons connues sous le nom de *prisons d'État*, en prenant cependant, dans votre sagesse, la précaution de ne les point remettre sans examen dans la société, & de retenir ceux à qui l'on n'aurait enlevé leur liberté que pour les soustraire au glaive de la justice; que leurs délits soient constatés d'une manière légale, & qu'ils soient, en conséquence d'un jugement préalable, renfermés dans une prison publique.

Cela fait, qu'aussitôt à votre voix disparaissent ces gouffres d'horreur où a tant de fois gémi l'innocence, que leurs murs s'écroulent & que, sur leur emplacement, s'élève une pyramide où, sur une table de marbre noir, se lira gravée en lettres d'or la loi divine protectrice de la liberté individuelle.

A la vue de la longue durée de notre oppression, à la vue des flots de sang que le rétablissement

de la liberté a coûté à un peuple voisin & de ceux que pouvait nous coûter à nous-même ce rétablissement si le progrès des lumières & le concours des circonstances n'y avaient point disposé les esprits d'une manière universelle, il devient pour nous de l'obligation la plus étroite de ne négliger aucune des précautions que nous pouvons prendre pour ne plus cesser d'être ce que le suprême ordonnateur a voulu que nous fussions.

FRANÇAIS, ordonnez en conséquence que ceux qui se voueront à la fonction honorable de porter les armes pour la Patrie, prêteront tous, depuis le Général jusqu'au dernier soldat, serment au pied des autels d'obéir au Roi contre les ennemis de l'Etat, & qu'ils le prêteront de même à la Nation de ne jamais agir dans l'intérieur du Royaume contre leurs Concitoyens, hors le cas où il s'agira que force reste à justice, & où ils seront requis par les Magistrats ou Officiers Municipaux de prêter main-forte.

En remplissant ainsi une obligation qui vous est imposée par une puissance devant laquelle toute puissance doit fléchir, vous continuerez d'agir conformément au vœu de votre jeune Prince. Celui qui s'est plaint si tendrement *de n'avoir encore eu dans sa vie que des instants de bonheur*, pourrait-il ne point applaudir au soin pris de votre part pour qu'elles ne se renouvellent, ni



pour nous ni pour nos neveux , ces scènes d'horreur , qui , par un abus lamentable du pouvoir & de la confiance , ont , sous son règne prêt à devenir si ferein , répandu la désolation ? Rien qu'à ce souvenir , je vois son cœur sensible se déchirer & ses larmes.... Arrête , bien-aimé , arrête ; ces larmes ne sont plus faites pour toi : ce qu'il te faut , ce qui t'appartient , ce sont ces pleurs délicieux que la volupté la plus pure fera couler de tes yeux quand tu nous verras avant peu répandre des fleurs sur ton passage en te comblant de bénédictions.

C'est encore de droit divin que la liberté d'exprimer nos pensées nous appartient. Ce caractère , qui défend de porter atteinte à ce droit , peut d'autant moins lui être contesté , que Dieu ordonne à tous les hommes de contribuer de tous leur pouvoir à leur bonheur respectif. Quel moyen d'y contribuer est plus étendu , plus rapide dans ses effets , que la communication qu'ils se font de leurs besoins , de leurs doutes , de leurs découvertes , soit utiles soit agréables , par la voie de l'impression ? Quel moyen plus sûr , d'un autre côté , de les tenir avertis des entreprises qui pourraient être faites contre leur liberté ? Si c'est ainsi qu'on l'a démontré , un devoir pour eux de veiller à l'entretien de ce feu sacré , le droit d'em-

ployer tout ce qui peut contribuer à l'entretenir repose sur la même base que ce devoir, qui lui-même repose sur la volonté de l'Eternel. La liberté de la Presse n'est donc point une loi à *faire*, mais une loi F A I T E.

Quelle doit être l'étendue de cette liberté ? entière. La calomnie seule ne doit point en jouir, & pour qu'elle ne puisse en user sans s'exposer à un châtiment mérité, il suffit que tout homme qui se fait imprimer soit tenu d'avouer son écrit par l'apposition de sa signature. C'est des ténèbres que le calomniateur s'enveloppe pour aiguïser son poignard perfide; ce sont les ténèbres qui en rendent les coups assurés & incurables. Quand il ne pourra lever le bras sans se découvrir, il ne fera point tenté de commettre un crime qu'il verra ne pouvoir plus avoir d'effet nuisible que pour lui-même.

Le calomniateur reste & doit rester responsable d'un écrit calomnieux. Pourquoi ? parce que la diffamation qu'il se permet est un acte dont il sent toute la noirceur. Il n'en est pas de même des opinions. C'est parce qu'on la croit vraie que l'on est malgré soi, dans telle ou telle opinion; l'on n'est pas plus maître de n'y point rester tant qu'elle le paraît, ni de ne la point quitter dès qu'elle cesse de le paraître. Nul ne doit donc être



responsable d'opinions qu'il ne s'est permis de manifester que parce qu'aux yeux de sa conscience elles avaient pour elles la vérité. Seront-elles ridicules ? on en rira. Seront-elles douteuses ? les adoptera qui voudra. Seront-elles hardies & dangereuses ? ... Il n'y en aura plus qui soient dans le cas d'être qualifiées ainsi , dès que nos droits seront remis en vigueur. Hélas ! les opinions qui réclamaient ces droits sacrés sont justement celles que l'on proscrivit si long-temps comme téméraires & dangereuses ; celles que , dans ces temps plus heureux , ceux-mêmes qui les avaient prosrites ont fini par invoquer , & à l'établissement desquelles & les Peuples & les Rois devons leur bonheur.

Pour terminer : quand un écrivain donne un ouvrage auquel il met son nom , c'est au jugement du public qu'il soumet & son ouvrage & sa personne ; c'est dès-lors au public à porter sur l'un & sur l'autre son jugement. Tandis que l'estime & la considération accordées à l'Auteur d'un ouvrage utile ou agréable seront sa récompense , le mépris que l'on témoignera , ou ( selon le motif plus ou moins grave d'improbation ) l'horreur avec laquelle on fuira l'Auteur d'un ouvrage fait pour exciter un de ces sentiments , seront sa punition. Qu'il subisse en entier ce châtiment , puisqu'il a

bien voulu l'encourir, mais que cette peine soit la seule. Autrement & si tous autres que le public restent juges de la répréhensibilité ou non-répréhensibilité des écrits, il ne faut pas s'y tromper, la liberté de la Presse sera l'interdiction de la Presse. Toutes les vérités ne sont pas dites : qui oserait les dire si l'on avait à craindre ceux qui sont intéressés à ce qu'elles restent ignorées ?

Si la violation du secret confié à la foi publique, qui se commet ministériellement à la poste, est un des moyens les plus sûrs dont se soient servis nos despotes subalternes pour nous mettre aux fers ; si par-là ils ont isolé les Citoyens ; si par-là ils ont fait avorter, si l'on peut s'exprimer ainsi, les sentiments patriotiques en s'opposant à leur effusion ; si par-là ils ont avili les âmes tenues en léthargie par la terreur ; l'obligation étroite dont il est pour les FRANÇAIS de veiller à la conservation de leur liberté, leur défend, de défense divine, de laisser subsister un seul instant cette violation si funeste dans ses conséquences. Qu'ils prononcent donc, pour faire cesser cet acte de perfidie, les peines les plus graves contre quiconque osera, soit de lui-même, soit à l'instigation de qui que ce puisse être, porter un coup-d'œil inquisiteur sur les secrets confiés à la foi publique. En prononçant cette peine, ils rempliront un



dévoir qu'il ne leur est pas permis de ne point remplir &, en conséquence, ce n'est pas encore ici une loi à *faire*, mais une loi F A I T E.

En mettant dans nos cœurs la compatibilité, ce sentiment, principe de toutes les vertus sociales, qui nous identifie avec nos semblables & nous fait jouir de leur bonheur & souffrir de leurs peines, l'Etre suprême nous a intimé, de la manière la plus immédiate & dès-lors la plus positive, l'ordre de secourir de tout notre pouvoir quiconque est opprimé. Il nous ordonne encore par la voix de ce sentiment d'aller, en certaines circonstances, jusqu'à gêner la liberté en vue de défendre & protéger contre lui-même celui qui serait dans le cas de se nuire par l'usage inconsidéré qu'il en pourrait faire.

F R A N Ç A I S, remplissez à ce double égard le devoir qui vous est prescrit par le souverain Ordonnateur. Entendez la voix gémissante d'un sexe aussi intéressant par sa faiblesse que par ses grâces. Hâtez-vous de vous attendrir sur son sort, & garantissez pour toujours ce sexe timide des excès odieux du despotisme paternel. Assez & trop long-tems de jeunes personnes, qui auraient fait les délices & l'ornement de la société, se sont vu traînées aux autels & immolées à des vues ambitieuses ou à d'injustes prédilections ! Assez

& trop long-temps on a comblé la mesure de la cruauté en leur faisant faire le double personnage de victime & de sacrificateur ! N'existe-t-il pas ce complément de cruauté toutes les fois que d'innocentes & trop dociles créatures sont forcées de prononcer elles-mêmes leur arrêt de mort en faisant , contre leur gré , la plus lamentable des promesses , en se vouant à soutenir pendant le reste de leur vie le plus pénible des combats contre elles-mêmes , en se vouant enfin à étouffer des desirs qui seront toujours renaissants chez elles , comme mis chez elles par la main de celui qui les a visiblement destinées à perpétuer ses œuvres ?

Jetez de même un coup-d'œil sur les personnes de tout sexe , qui , sans violence à la vérité & de leur plein gré , s'ensevelissent dans des monastères , & ne leur refusez par le même attendrissement. Quel autre usage en effet font-elles de leur raison que de commettre l'acte déraisonnable de devenir inutiles à leurs semblables , de renoncer à elles mêmes , & de contracter l'engagement de persévérer dans cette volonté ? L'homme s'engager à avoir toujours la même volonté ! La même volonté ! Ne fait-il plus que sa vie n'est que le résultat d'une succession continuelle de modalités qui s'entre-produisent & s'entre-détrui-



sent chez lui tant au moral qu'au physique ? Qu'elle présomption , ou , tout , au moins , quelle imprudence que d'oser croire qu'il s'affranchira de la loi générale ? Aussi voit-on le repentir & les combats intérieurs de tout genre , le dégoût , les aversions , les haines , les intrigues , les cabales , enfin tout ce qu'enfantent les passions sombres & chagrines , être les suites ordinaires de ces engagements téméraires. Les contracter & , en les contractant , nous imposer des gênes & des privations qui ne nous sont point commandées par celui qui nous a créés , n'est-ce pas nous montrer dans la persuasion orgueilleuse qu'il ne connaît pas aussi bien que nous la mesure des forces qu'il nous a données ? Nous isoler lorsqu'il nous appelle à l'état de société , n'est-ce pas contrarier la sagesse de ses vues ? Si le mariage est incontestablement d'institution divine , qu'est le célibat , & que peut être la détermination prise de le garder ( 1 ) ?

Tant que l'ignorance couvre la terre de ses ténèbres , des hommes peuvent abreuver d'erreurs

---

(1) *Nascitur indignè per quem non nascitur alter ,  
Vivit & indignè per quem non vixerit alter.*

d'autres hommes ; mais , quand le règne de la raison est venu , quand , éclairée par l'étude & la méditation , elle marche à la recherche de la vérité , ce ne sont plus les hommes , c'est Dieu que l'on écoute , parce que c'est lui seul qu'il faut écouter. Pour entendre ce Père de toutes lumières , il n'est besoin que de descendre en nous-mêmes. C'est-là que , d'une manière immédiate & , conséquemment , pure & sans mélange , comme sans soupçon d'erreur , il révèle à chacun de nous sa volonté , en excitant dans notre ame les sentimens qu'il a voulu être le mobile & la règle de nos déterminations. C'est-là que , par son ordre , la compatibilité nous commande de nous entre-aimer , de nous entre-aider ; c'est-là qu'elle nous défend de nuire aux autres : ce sont les seuls ordres qu'elle nous donne , la seule défense qu'elle nous fait : jamais aucune voix intérieure ne nous prescrit de ne point jouir nous-mêmes des biens qu'il nous est ordonné de procurer aux autres , ni de nous faire le mal qu'il nous est défendu de leur faire.

Au reste , ceux qui pensent que ce n'est pas assez pour lui plaire que de faire ce qu'il nous demande , & qu'ils lui seront plus chers s'ils rendent pénibles pour eux un joug qu'il a voulu être doux , que ceux enfin qui se livrent à des idées



de perfection particulières , qui ne les égarent que trop souvent en les faisant préfumer de leurs forces , prennent vis-à-vis d'eux-mêmes tels engagements qu'ils voudront prendre ; rien ne peut les en empêcher : mais que ces engagements , pris dans le for-intérieur , ne soient sanctionnés que dans le for-intérieur , & qu'aucune force légale n'affujettisse à leur observation. Défendez en conséquence qu'il soit à l'avenir fait aucune émission de vœux (1) ; empêchez par-là que , sous

---

(1) La destruction des Ordres Monastiques ne tournerait pas seulement à l'avantage de la population , qui est intéressée à cette destruction ; elle pourrait encore servir singulièrement à venir au secours de l'Humanité souffrante , & à régénérer les mœurs dans un de leurs objets. Elle fournirait , en effet , un moyen prompt & étendu d'assurer le sort de nombre de personnes d'un sexe , auquel le nôtre a enlevé presque toutes les ressources. Pour que cet effet si desirable fût produit , il ne serait besoin que d'affecter les biens des Couvents d'hommes à la fondation des maisons où seraient reçues les jeunes personnes hors d'état de recevoir une éducation convenable ou d'être pourvues. Là , à l'instar des Chanoinesses , avec cette différence qu'elles ne seraient astreintes à aucunes règles , autres que celles nécessaires au maintien de l'ordre & de la décence ; elles s'occuperaient aux ouvrages qui leur sont convenables , ou à faire l'éducation d'autres personnes qui leur seraient confiées. Elles resteraient dans ces Hospices , tant qu'elles ne trouveraient pas

prétexte de perfection , il ne soit fait violence à la liberté , & garantissez de lui-même le zèle irréfléchi qui se porteroit à en faire le sacrifice. Vous remplirez par-là le double devoir qui vous

---

à s'établir , ou , en sortant dans le cas d'un établissement , elles feraient place à d'autres. Une pareille institution , qui n'exerce aucune tyrannie sur les volontés , qui ne livre point l'esprit à des illusions , & qui ne contrarie en rien les vues de la nature , est conforme à la raison & digne d'un siècle éclairé. Si l'on songe , d'ailleurs , qu'une des principales sources de la prostitution est l'impossibilité de pourvoir aux besoins de la vie , dans laquelle se trouve un nombre infini de jeunes personnes , on verra combien cet établissement , qui leur offrirait un asyle , contribuerait à fermer cette source. Un second moyen de diminuer la prostitution , serait d'interdire aux hommes les métiers visiblement faits pour les femmes , tels que ceux de Brodeurs , de Coëffeurs & Tailleurs de Dames , parmi lesquels le dernier est de la plus grande indécence. Un troisième moyen serait de mettre un impôt sur les Laquais. Dans une maison où il s'en trouve quatre , un seul suffirait pour les commissions du dehors & les choses pénibles. Ce seraient trois places à remplir , & elles seraient occupées par des femmes , plus appelées par la Nature au service intérieur , qui est proportionné à leurs forces , tandis que ce genre de service , qui n'exige aucun effort de la part de notre sexe , fait , d'hommes forts & vigoureux , des lâches & des fainéants. Un quatrième moyen de s'opposer au débordement de la prostitution , serait de réfréner l'audace & l'air insultant avec lesquels les Courtisannes paraissent en public & de leur



est imposé , de protéger celui qu'on opprime , & de tendre à l'indiscret une main secourable , en lui ôtant les moyens de se nuire. La loi que vous avez à porter ici doit donc encore être regardée non comme une loi à *faire* , mais comme une loi FAITE.

FRANÇOIS , gardez - vous d'oublier qu'il est pour vous d'obligation étroite de veiller à la conservation de la vie , de la liberté & de l'honneur de ceux mêmes qui , prévenus d'avoir troublé la société & commis quelque délit , sont tenus suspendus entre l'estime & le mépris , par le soupçon qui s'est élevé contre eux.

En pareil cas , quelles que soient les apparences , quelles que soient les présomptions , quelles que paroissent les preuves mêmes qui semblent se réunir , les exemples malheureusement trop multipliés de Citoyens qui ont été condamnés comme coupables , quoiqu'ils fussent innocens , ordonnent de regarder comme étant on ne peut pas plus grande la différence que ,

---

interdire les habillemens de luxe. L'Admission du divorce enfin est propre à arrêter le débordement de la prostitution. Les raisons s'en présentent aisément à quiconque connaît le cœur humain.

jusqu'au moment de la conviction , il faut mettre entre un Accusé & un Coupable. C'est dès-lors un devoir sacré pour vous de prendre les plus scrupuleuses précautions pour que le châtiment réservé au crime ne tombe point sur l'homme qui ne l'a point commis.

En conséquence , comme les lois criminelles de France sont un Code de sang , un piège continuellement tendu à l'innocence , vous ne pouvez différer d'abroger ces loix , sans vous rendre coupables de tout le sang innocent que le vice meurtrier de ces loix ferait répandre. Et , de même , comme la manière dont les procès criminels s'instruisent en Angleterre est la meilleure manière connue , vous ne pouvez pas plus différer de l'adopter , & de chercher à la perfectionner.

Ordonnez donc qu'à l'avenir en France tout accusé sera jugé par ses Pairs (1); qu'il ne sera

( 2 ) C'est au nom de l'Humanité que je parle. Elle demande qu'il soit composé un ouvrage où sera exposée en termes clairs la différence qu'il faut mettre entre un indice , une présomption , une preuve , ainsi que l'indication de tout ce qui est de nature à constituer la force ou la faiblesse de chacune de ces choses. Elle veut encore qu'il soit fait un relevé de tout les procès qui ont donné lieu à la condamnation d'innocents sur une réunion d'indices & de présomptions , que la vérité  
point



point permis de le renfermer dans un cachot (1); qu'il lui sera donné un conseil; que l'instruction

reconnue a montré avoir été mal-à-propos regardée comme formant une preuve suffisante. Elle défend de prononcer d'une manière pareille en circonstances pareille. Elle ordonne, en conséquence, que l'étude de ces deux Traités, dont la confection est d'obligation pour tous les Peuples du monde, fasse une partie essentielle de l'éducation nationale. Tout Citoyen est dans le cas d'être pris pour Juré, & c'est le comble de l'iniquité que de se charger de prononcer sur la vie & l'honneur des hommes, sans avoir préalablement fait tout ce qui est en soi pour ne voir le crime qu'ou il est.

(1) La différence qu'il faut, jusqu'à conviction, mettre entre un accusé & un coupable, est, comme nous l'avons dit, on ne peut pas plus grande. Cette considération défend d'user, envers l'homme simplement accusé, de traitement rigoureux autre que la privation de sa liberté. Le plonger dans un cachot, lui faire subir une espèce de supplice, est un acte vexatoire, & d'autant plus vexatoire qu'il est fait gratuitement & qu'on opère, en se le permettant, tout le contraire de ce qu'on se propose.

Qu'a-t-on en vue en effet en séquestrant un accusé, si ce n'est de tirer de lui la vérité? Et c'est en le jetant dans un cachot que vous croyez que cette vérité, si importante à connaître ici, vous sera connue? Grand Dieu!

Suivons dans un cachot l'infortuné qui n'est point coupable, & voyons quelles idées s'y présentent à lui. Ce n'est pas à

se fera en public; que ce sera sur-tout publique-

---

chercher ce qu'il aura de mieux à dire pour faire connaître son innocence qu'il s'occupe, puisqu'il ignore sur quoi son innocence peut être attaquée, c'est la certitude qu'elle est au moins soupçonnée, qui vient attrister son ame; c'est sur les ennemis qu'il peut avoir que ses pensées se promènent; c'est sur la crainte que la haine ne les porte à de faux témoignages qu'elles s'arrêtent; c'est la connaissance du degré auquel les jugemens des hommes sont incertains qui vient augmenter ses alarmes.

Le trouble s'établit dans son ame; & ce trouble est accru par les sensations désagréables que lui font continuellement éprouver l'horreur des ténèbres qui l'environnent, l'humidité qui le pénètre, l'air infect qu'il respire. Un homme n'est jamais arrêté que sur des vraisemblances qui mènent à le supposer coupable. Je le demande: Un Innocent interrogé dans cet état de désordre & d'affliction, aura-t-il la liberté d'esprit nécessaire pour combattre ces vraisemblances, pour en diminuer la force, ou pour les faire disparaître?

Il n'en est pas de même du Coupable. Ses idées ne vaguent point faute de savoir à quoi s'attacher. Il connaît le crime qu'il a commis; il sait que c'est de ce crime qu'on va chercher à se procurer la conviction; & il sent de même à quel point il lui importe d'empêcher que l'on n'y parvienne. En conséquence, il se rappelle toutes les circonstances du fait, il les pèse & les repèse; il ne s'occupe enfin qu'à former un plan de défense, & le silence qui règne autour de lui, les ténèbres qui l'environnent, favorisent sa méditation en ne permettant pas aux objets de le distraire.

Renfermez au contraire un accusé dans un lieu éclairé;



ment que déposeront les témoins (1) ; que le Juge qui recevra leur témoignage, que ceux en pré-

que des objets agréablement disposés attirent & occupent ses regards malgré lui ; que des sons variés s'emparent de son oreille & suspendent ses pensées ; qu'une conversation qui roule sur autre chose que le sujet de sa détention, le mette dans le cas de répondre : qu'arrivera-t il ? l'accusé coupable se trouvera ainsi appliqué à une sorte de question, en ce que, continuellement distrait, il ne pourra plus donner son attention à combiner ses réponses. L'Accusé innocent, pareillement distrait, sera moins livré à lui-même, le trouble s'établira moins dans ses idées, & il n'éprouvera point des angoisses qu'il n'est permis à qui que ce soit de faire éprouver à l'innocence.

( 1 ) L'audition publique des témoins est une des plus essentielles précautions que l'on puisse prendre en faveur de l'innocent. Tel qui aurait, en secret & à l'écart, déposé contre sa conscience, sera retenu de le faire s'il dépose en présence d'un certain nombre de personnes. Leurs regards attachés sur les siens lui sembleront y chercher la vérité, & le forceront ainsi à la dire.

Le nombre de ceux qui ne savent point leur langue est le plus grand. En conséquence, il serait encore à désirer qu'au moyen de l'explication faite au témoin de la vraie signification des termes, celui qui reçoit la déposition s'assurât que ce que le témoin dit avoir vu ou ouï est bien précisément ce qu'il entend dire avoir vu ou ouï. On fait encore que nos sens nous trompent. Vue à une certaine distance, une tour carrée nous paraît ronde, & il

sence desquels il sera reçu , seront tenus de s'en-  
querir de la conduite & de la valeur morale de

---

arrive journellement que l'on s'avance vers quelqu'un croyant le connaître, & cela sur une apparence de ressemblance, qui cesse d'exister à mesure que l'on s'approche. D'après cette possibilité de se méprendre, il serait encore à désirer que l'on fit articuler au témoin *de visu* à quelle distance il était de la personne à laquelle il dépose avoir vu faire telle ou telle chose, pour s'assurer à quel degré il a pu être sûr que celui qu'il a vu était bien réellement celui qu'il dit avoir vu & qu'il n'y pas eu de méprise de sa part.

Enfin la considération qu'il peut exister entre deux personnes une très-grande ressemblance impose la loi d'user de la plus grande circonspection lorsqu'il est question de déposer ou de juger d'après une déposition. Si l'action dont il s'agit s'est passée en lieu fermé, de manière que les discours de celui contre lequel nous sommes dans le cas de déposer nous aient assurés que c'est nommément lui qui a commis l'action dont il s'agit, nous n'avons pas à craindre de compromettre la vérité en l'inculpant nommément. Il n'en est pas de même si c'est d'après le rapport de nos yeux seuls que nous sommes dans le cas de déposer. Pour que nous soyons assurés qu'il y a identité entre l'homme qui a commis l'acte répréhensible & l'homme qui nous est représenté, il faut que celui que nous avons vu commettre cet acte ait non seulement été arrêté en flagrant délit, mais encore que, depuis son action jusqu'au moment de son arrêt, il n'ait point cessé d'être sous nos yeux; autrement & si nous l'avons perdu de vue un seul instant, nous ne devons, ni consé-



ceux qui déposent , enfin de suppléer l'Accusé quant

---

qu'en nous ne pouvons affirmer que l'homme arrêté est le même homme à qui nous venons de voir commettre l'acte dont il s'agit. Il est en effet très-possible que , pendant le temps où nous avons cessé de le voir , il se soit éclipsé & réfugié quelque part , qu'un homme lui ressemblant & vêtu de même le précédât de quelques pas & , sur la ressemblance , ait été arrêté pour lui par ceux qui étaient à sa poursuite. D'après cette possibilité , si nous pouvons affirmer que l'homme arrêté ressemble à celui que nous avons vu commettre le délit , nous devons en même temps observer que nous n'affirmons pas pour cela que ce soit lui. Sans cette observation , nous déposons faussement , en ce que le degré d'assurance que nous donnons est porté au-delà du degré de certitude que nous avons.

S'il est en cas pareil , du devoir d'un témoin de faire cette observation sous peine d'avoir à répondre du sang innocent que son témoignage aurait fait verser , il est tout autant du devoir d'un Juge de ne rien négliger pour s'assurer si le témoin n'est point dans le cas d'avoir à faire cette observation.

En éclairant , comme je viens de le faire , la religion du témoin sur la force qu'il doit se garder de donner à son témoignage , & la religion du Juge sur la force qu'il doit se garder d'y voir , on rend la conviction très-difficile à acquérir dans un très-grand nombre de cas. Je le fais ; mais je fais tout aussi bien que , dans la fausse appréciation contraire des objets , cette conviction n'existe pas davantage & qu'elle est simplement supposée existante , car ce qui n'a point de fondement réel

aux reproches auxquels il y auroit lieu ; que l'unanimité des opinions sera nécessaire pour prononcer une condamnation (1) ; que , pour tout crime

---

d'existence n'existe point. Est-ce donc à l'innocence à souffrir de ce qu'il est difficile d'établir contre le crime la vérité des faits ? La raison & la justice naturelle ne crient-elles pas que , pour condamner un homme , il faut qu'il soit impossible d'imaginer une hypothèse dans laquelle on puisse le voir innocent & que , tant qu'on en peut imaginer une , c'est innocent qu'il faut le voir ? (\*). Si ces considérations sur l'incertitude des jugements doivent mener à quelque chose , c'est à faire abroger la peine de mort , qui ôte tout moyen de revenir sur ses pas. C'est encore ici au nom de l'humanité que je parle , & il n'est pas permis de ne point m'écouter.

( 2 ) Si , comme il vient d'être dit , nul ne doit être réputé coupable que lorsqu'il est impossible d'imaginer une hypothèse dans laquelle il puisse être regardé comme innocent , la nécessité de l'unanimité des suffrages pour opérer la condamnation est établie. En effet , dès qu'il sera un seul juré à qui le crime ne paraîtra pas avéré , il est démontré qu'il verra comme possible que l'accusé ne soit point coupable.

---

(\*) La Loi même l'exige : *Oportet ut crimen sit LUCE MERIDIANA clarius*. Combien de fois la Loi n'a-t-elle pas été violée ou , pour parler plus conformément à la nature des choses , combien peu de fois l'a-t-on respectée.



semblable , la peine sera semblable sans acception ni de personnes ni de rangs ; que la honte de la condamnation se bornera au coupable , qu'elle ne rejaillira point sur les siens , & qu'en conséquence il ne sera point permis de refuser de les admettre aux charges & emplois publics.

Comme c'est sur la nécessité de remplir un devoir & un devoir sacré qu'est fondée la nécessité de promulguer cette loi , elle doit encore être regardée non comme une loi à *faire* , mais comme une loi FAITE.

Après avoir ainsi réparé la vie , la liberté individuelle & l'honneur de tout Citoyen contre tout genre de despotisme , ministériel , paternel , légal & d'opinion , FRANÇAIS , développez ce que vous aurez déjà posé en loi , c'est-à-dire que tout Français a de droit divin , la propriété la plus entière de ses biens & qu'il ne doit lui être apporté , par qui que ce soit , aucun trouble dans leur possession. Rien n'est plus facile à démontrer.

Si le despotisme est odieux aux yeux de l'Être suprême , s'il est non seulement permis , mais encore commandé de ne laisser donner aucune atteinte à notre liberté , le droit de défendre nos biens contre les entreprises du pouvoir exécutif est implicitement renfermé dans ce commandement.

Obligés que nous sommes d'avoir journellement recours à l'alimentation pour entretenir notre existence ; de nous vêtir, de nous loger pour nous mettre à l'abri de l'intempérie des saisons & des injures de l'air ; d'user de remèdes pour écarter de nous les maladies ou pour nous en délivrer : nos biens, fruits de nos travaux ou de ceux de nos pères, doivent être regardés comme faisant partie de nous, puisque ce sont eux qui nous fournissent les moyens de satisfaire à ces différents besoins & aux autres objets de notre destination, soit physique soit morale.

En conséquence, s'il pouvait être permis à qui que ce fût de s'emparer arbitrairement de nos biens, ce pouvoir emporterait avec soi celui d'entreprendre jusqu'à un certain point sur nos personnes, de nous faire éprouver successivement tous les genres de privation ; de disposer enfin de notre vie ; car périr par le fer ou par la faim, c'est toujours périr : il n'y a de différence que dans la forme & la dernière est la plus cruelle. On meurt vingt fois lorsque c'est à pas lents que l'on voit la mort s'approcher, lorsque l'on ne meurt pas seul, & que c'est encore dans son père, dans ses enfants, dans sa femme, dans son époux, que l'on voit expirer sous ses yeux.

Si c'est la crainte qui dégrade les âmes, qui



ne voit ici toutes les ames dégradées ? En effet , par-tout où la propriété des biens reçoit une atteinte quelconque , spoliateurs & spoliés , tous également & sans distinction en viennent inévitablement à nager dans une mer de corruption. C'est des environs du trône , où elles font d'abord rassemblées , que ses eaux se répandent sur la Nation. Par-tout c'est pour satisfaire des passions , n'importe de quel genre , que les Représentants des Peuples les pressurent , & tel est le propre des passions , celui de la cupidité en particulier , que , plus elles sont satisfaites , plus elles s'irritent , plus elles s'accroissent. Encore si les exactions pratiquées n'avaient à assouvir que la cupidité de celui au nom duquel elles ont lieu ! Mais il est assiégé par une foule d'hommes avides qui y coopèrent & qui presque toujours les ont conseillées. Ces vampires , qui n'entretiennent leur existence cadavéreuse qu'en suçant le sang des vivants , brûlent de partager nos dépouilles.

Ici commence la corruption. Pour se ménager cet avantage , ce qui s'appelle obtenir des graces , il ne rougissent pas de se mettre dans la plus criminelle dépendance. C'est entr'eux à qui surpassera ses compétiteurs en bassesse & en empressement à servir les caprices , les goûts & les penchans les plus condamnables. Ils s'applaudissent même de

savoir les fomenter, les faire naître, & cette turpitude passe chez eux pour le comble de l'habileté.

Bientôt la corruption gagne avec la plus grande rapidité. A l'exception d'un petit nombre d'âmes privilégiées, chacun en vient de proche en proche à préférer le rôle d'oppressé à celui d'opprimé, on se presse autour de ces Grands si petits, si vils aux yeux de la raison & de l'honneur, on s'efforce d'en approcher, c'est-à-dire de se prostituer en s'enchaînant à leur char & en leur faisant hommage de sa volonté. Comme on voit une pierre, en tombant dans l'eau, produire sur sa surface une suite de cercles concentriques qui se prolonge jusqu'au rivage, de même ici tout suit l'impression donnée de la cupidité. Elle en vient ainsi graduellement à infecter toutes les conditions & Thémis-même voit sa balance s'incliner sous le poids de l'or.

Tout est perdu, a dit un grand homme, (1) quand les richesses en viennent à obtenir de la considération. Ce moment est arrivé. Ce n'est plus de s'enrichir par de mauvaises voies, c'est d'être sans richesses que l'on rougit. La fraude,

---

(1) Montesquieu, *Esprit des Loix*.



les abus de confiance, les manœuvres de tout genre sont en pleine activité, tout s'entre-dépouille, tout est dépouillé. Envahies par les Puissants qui se soutiennent mutuellement, ou livrées à vil prix par la misère, les petites possessions disparaissent, il y a cent journaliers pour un propriétaire, & la majeure partie des citoyens, dans les villes, dans les campagnes, n'ont plus qu'une existence précaire. Alors les effets de la corruption sont devenus universels. Elle s'est fait sentir d'abord chez ceux qui, gorgés de biens, se sont tout permis pour en amasser encore; ceux à qui l'on a tout ôté & qui n'ont plus rien n'en sont point garantis.

Ce qui se passe alors, FRANÇAIS, hélas! vous l'avez sous vos yeux! Dans le nombre des infortunés, celui à qui tout ne manque pas encore, parce que ses sentiments de rectitude lui restent, prend conseil de cette rectitude, envisage l'horreur de cesser d'être ce qu'il est, commence à le craindre &, par une résolution généreuse, cessant de se plaindre de maux auxquels il est un remède, quitte de lui-même une vie, qu'il ne pourrait prolonger que par des moyens qui l'aviliraient à ses yeux & dont le souvenir ne cesserait de bourreler son âme. Sublimité de l'innocence & de l'honneur, quel autre que l'homme pervers pourrait se refuser

des larmes ! Ceux que le malheur a aigris & dont les cris du besoin rendent l'âme immorale, se portent sur les grands chemins & y courent à l'échaffaud. Le reste enfin est forcé de chercher à qui s'attacher & , s'il n'est pas encore corrompu, se trouve dans le cas prochain de le devenir. Qu'attendre en effet d'un homme qui attend tout d'autrui, si ce n'est ce qu'on attend d'un esclave, c'est-à-dire une obéissance aveugle ? Honnête ou malhonnête, licite ou illicite, tout ce qu'on lui commandera sera exécuté, dès que ce sera celui qui entretient sa triste existence qui ordonnera. Cruelle cupidité, voilà tes forfaits ! Combien d'êtres nés pour être vertueux n'as-tu pas placés entre le crime & la mort en leur arrachant le nécessaire !

Si les effets du despotisme sont ainsi les mêmes, soit qu'il tienne ses mains levées sur nos têtes, soit qu'il les porte violemment sur nos biens, si la dégradation de notre être moral est, dans un cas comme dans l'autre, la suite infaillible de ses déportements, qui tendent en tous sens à dépraver les mœurs, s'il est enfin pour nous d'obligation étroite de nous opposer à ce que cette funeste dégradation s'opère, on peut en conclure invinciblement qu'ainsi que tout homme, & par conséquent tout Français, a, de droit divin,



la propriété la plus entière de sa personne , il a de même , de droit divin , la propriété la plus entière de ses biens qui font jusqu'à un certain point partie de sa personne. De cette vérité imperturbablement établie découlent immédiatement quelques conséquences.

PREMIERE CONSÉQUENCE. Dès que c'est de droit divin que nous jouissons de la propriété la plus entière de nos biens , qui font jusqu'à un certain point partie de notre personne , non-seulement nul , quelqu'il puisse être , ne peut , sans crime ( 1 ) , nous troubler dans leur possession , mais encore tous & chacun de nos Concitoyens sont tenus , en cas d'entreprise pareille , de nous aider à repousser la violence , comme respectivement nous sommes tenus de prêter , au même effet , secours à tous & chacun d'eux , en conformité de ce qu'exige impérieusement d'eux & de nous l'état de société dans lequel nous vivons. La société a en effet pour objet la conservation

---

( 1 ) Ceci entraîne la destruction des Capitaineries , qui ne se sont établies que par la violation la plus directe du droit de propriété. L'on voit qu'en conséquence la loi qui prononcera leur suppression n'est pas une loi à *faire* , mais une loi FAITE & qu'il n'est pas permis de ne point promulguer.

des droits de chacun , & pour moyen la réunion & l'emploi des forces particulières de tous.

SECONDE CONSÉQUENCE. Dès que c'est à vivre en société que Dieu a destiné les hommes , dès que le corps social a pour but la conservation des droits de chacun , & pour moyen la réunion des forces de tous ; chacun , pour obéir à son Auteur , & pour remplir la loi de sa destination , est dans l'obligation la plus étroite de se servir lui-même , en concourant de toute sa puissance au maintien tutélaire du corps social. Tous les Citoyens , sans exception , doivent donc contribuer aux dépenses qu'exige le soutien de l'Etat. Mais , comme c'est à ces seuls besoins qu'est fait le sacrifice qui ne peut s'exiger en aucun autre cas , c'est à ces besoins seuls qu'il appartient d'établir l'impôt , dont l'importance doit se mesurer sur leur étendue. Quant à l'étendue variable des besoins de la chose publique , nul ne peut s'arroger le droit de la présenter comme étant telle ou telle , ou du moins prétendre en devoir être à cet égard cru sur sa parole.

Si le pouvoir exécutif avoit ainsi la faculté désastreuse de mettre des impôts , sans que les peuples eussent celle de se convaincre de leur nécessité , qui ne voit que le moyen de s'emparer



de tous les biens des Citoyens ferait entre ses mains ? La cupidité , qui voit , ainsi qu'il a été dit , ses desirs naître de ses desirs satisfaits , ne cesserait de demander pour eux , au nom des besoins supposés de l'Etat , ou pour remplacer sa substance dévorée ; on enlèverait ainsi , par fraude , aux peuples ce dont il n'est pas permis de les dépouiller violemment , & le droit divin en vertu duquel nous jouissons de la propriété la plus entière de nos biens ferait également foulée aux pieds.

Il a été démontré que cela ne doit pas être , & que nous sommes tenus d'empêcher que cela ne soit. Il faut donc poser en principe , & en principe incontestable , que ceux-là seuls que l'établissement de l'impôt met dans le cas de payer ont droit de reconnaître par eux-mêmes s'il est indispensable qu'ils payent & ce qu'il est précisément nécessaire qu'ils sacrifient. Ainsi le veut la raison , qui dit que , si chacun d'eux est intéressé à ne pas voir les besoins plus grands qu'ils ne sont , il l'est encore plus à ne les pas voir moindres , puisqu'il sent que sa conservation particulière est attachée à la conservation générale. La mesure du secours ne peut ainsi manquer de se trouver proportionnée à la mesure du besoin. De cette manière tout est dans l'ordre : le besoin réel & non supposé de l'Etat demande les impôts , la

connaissance acquise de son existence & de son degré les consent & les proportionne , & enfin de ce consentement indispensable naît , dès qu'il est donné , l'obligation de les payer.

TROISIEME CONSÉQUENCE. De ce que ce consentement est indispensable , il s'ensuit que quiconque se porte à percevoir un impôt non consenti , peut & doit être pour suivi criminellement comme attaquant violemment la propriété de nos biens , dont nous jouissons de droit divin , à la franchise de laquelle est attachée la conservation de notre liberté & qui fait en conséquence partie de notre personne. Il s'ensuit encore que quiconque se prête à payer un impôt connu de lui pour illégal , se rend coupable de complicité , comme facilitant , au préjudice de ses Concitoyens , l'entreprise illicite , par l'idée qu'il fait prendre aux exacteurs de la possibilité du succès , & par l'exemple qu'il donne d'une lâcheté qui peut devenir contagieuse.

QUATRIEME CONSÉQUENCE. De ce que tout Citoyen est tenu d'obligation étroite de contribuer aux besoins de la chose publique , il s'ensuit que tout Citoyen a droit d'examiner , par lui ou par ses Représentants , ce qui a pu  
donner



donner naissance à ces besoins , afin de prendre les précautions nécessaires pour que l'influence désastreuse n'ait pas lieu de nouveau. Il a de même droit de veiller à ce que la contribution destinée à secourir la chose publique soit employée à cet usage & non à aucun autre. Il est même tenu d'obligation étroite de prendre ce soin.

En effet, si, audezir des sang-sues de cour, les fonds donnés pour guérir les plaies de l'État se trouvaient dissipés en prodigalités, ces plaies toujours subsistantes demanderaient de nouveaux remèdes, les ressources finiraient par s'épuiser, le mal serait incurable & la subversion de la chose publique serait opérée. Or, celui qui nous a appelés à l'état de société nous a imposé, par la voix de notre propre intérêt, le droit de travailler de toute notre puissance au maintien du corps social : c'est donc de droit divin que, dans l'état actuel des choses, les FRANÇAIS sont autorisés à rechercher les causes, les progrès & l'importance du *deficit*, à établir une caisse Nationale pour l'acquit des charges de l'État, à administrer cette caisse par eux-mêmes, & à déclarer les Ministres comptables & responsables des deniers qui leur auront été confiés pour leurs opérations particulières.

La loi qui statuera sur ces objets & sur les

précédents, doit donc être encore regardée non comme une loi à *faire*, mais comme une LOI FAITE.

O Louis XVI, ô mon Roi ! qu'il s'éloigne de moi, s'il ne veut pas s'exposer à être évité, fui & repoussé comme un vil calomniateur, celui qui oserait dire que la promulgation de cette loi ne fera pas selon ton cœur. N'est-ce pas le rétablissement de la Nation dans tous ses droits que tu désires ? Tu l'as dit ; on doit le croire & , si le mensonge s'est impudemment permis de demander croyance en son nom , ce n'est pas une raison pour ne point croire à la vérité qui sort de ta bouche , quand les faits viennent assurer que c'est réellement toi qui as parlé. La convocation de l'auguste Assemblée qui va régler nos destins & que rien ne peut plus empêcher de les régler, est ton ouvrage. Cela suffit pour que ton vœu pour la félicité publique soit connu. Pourrais-tu ne pas mettre au nombre des moyens à prendre pour opérer cette félicité garante de la tienne les lois qui assureront aux Citoyens la propriété de leurs biens de la manière la plus imperturbable ?

Témoin des maux causés à la France avant ton avènement au Trône lorsque le fruit des fureurs des peuples était prostitué à des prostituées, toi-même ensuite agent involontaire de profusions



pareilles par l'abus fait de ta confiance , & auteur de même involontaire des maux *de tout genre* nés de ce premier mal , qu'oi ! tu portes un cœur sensible & tu n'applaudirais pas au moyen bienfaisant pris pour empêcher que de pareilles scènes d'horreur puissent jamais se renouveler ?

D'ailleurs , ô mon Roi , c'est pour l'honneur & l'honneur seul de tes sentiments que je parle ; c'est pour qu'un grand peuple , qui va jouir des avantages inappréciables ( 1 ) de la liberté , n'oublie jamais qu'il te doit de l'avoir invité à tourner ses regards vers elle. Je suis Français & les mouvements qui se passent dans mon ame m'en assurent ; dès-lors , en parlant d'après mon cœur , je suis certain que c'est d'après celui de tous les FRANÇAIS que je parle : non , grand Prince , Prince d'autant plus grand , je le répète , que tu vois au dessus de toi la justice , non jamais ils n'oublieront ce qu'ils te doivent. Mais apprends que tu n'as pas tout fait pour eux & que leur amour a quelque chose à demander à ton amour ; c'est que tu voyes avec joie leur attention à établir d'une manière inébranlable l'édifice de leur bonheur ;

---

(1) *O bona libertas ! pretio pretiosior omni !*

c'est que tu croyes qu'ils y apportent d'autant plus de soin qu'ils sont convaincus que ta félicité est attachée à leur félicité, & qu'ainfi en travaillant pour eux, c'est encore pour toi qu'ils travaillent.

Eh! qui pourrait douter que cet effet si désiré & si désirable ne soit le fruit de l'établissement des lois sur lesquelles va reposer notre constitution? Ces lois que la Nation ne promulgue aujourd'hui que dans la connaissance parfaite que le suprême Ouvrier a voulu qu'elles réglassent le monde moral, ne font-elles pas, dès qu'elles le reconnaissent pour Auteur, du même ordre & marquées au coin de la même sagesse que celles par lesquelles il entretient, depuis des milliers de siècles, la marche permanente & invariable de mondes innombrables? Si jusqu'ici l'Histoire des Sociétés n'a offert à l'ame attristée que désordre & qu'instabilité, c'est que ces lois ont été méconnues ou que l'on n'a pas vu en elles le caractère vénérable qui défend de lever contre elles une main sacrilège. Tu l'as entrevu ce caractère lorsque, prenant conseil de ta sensibilité & de ta sagesse, tu as dit que *ce que voudrait le bonheur du peuple, ce serait ce que tu voudrais*. Comment, après ces paroles, douter que tu ne brûles de voir promulguer des lois faites pour assurer à jamais son bonheur? Comment douter que tu ne fasses du soin de



les faire observer & de veiller à leur maintien en activité le plus doux objet de la sollicitude fraternelle ? ( 1 )

FRANÇAIS , tels sont les sentiments de

---

( 1 ) C'est le mot propre. Malheureusement il y a encore eu ici abus dans l'emploi des termes, & cet abus a introduit des idées fausses à la place d'idées justes. Combien les plus petites choses peuvent avoir de grandes conséquences ! Le jour où, ayant fait avorter la conspiration de Catilina, Cicéron fut appelé *père* de la Patrie & où l'on ne se contenta pas de l'en appeler le *sauveur*, qui aurait pensé que cette différence de qualification mit la liberté dans le cas de se revêtir d'un habit de deuil ? Le premier de ces noms, prodigué depuis, a fini par passer aux Souverains comme un effet de succession, & il est insensiblement devenu un instrument de Despotisme, en ce que l'on a de même insensiblement perdu de vue que ce terme n'était que métaphorique. L'emploi d'autres mots analogues à une paternité réelle est venu se joindre à l'emploi de ce premier mot, & mener à regarder comme ayant une sorte d'existence la paternité de pure expression. Les chefs des Nations ont eu grand soin d'user lorsqu'ils ont parlé d'eux, des termes de *bienveillance paternelle*, d'*amour paternel*, de *soins paternels*, & les peuples se sont d'après cela accoutumés à se voir comme étant avec leurs chefs dans la même relation où les enfants sont avec leurs pères. En conséquence ils en sont venus à se croire tenus envers eux d'une obéissance filiale & à les regarder comme étant naturellement en possession du pouvoir législatif, qu'ils ont ainsi peu-à-peu laissé sortir de leurs mains. Les

celui que votre cœur prendrait pour Roi si votre choix était encore à faire. Que tardez-vous, qu'attendez-vous pour remplir un devoir en même temps que vous remplirez ses desirs conformes à ce qu'exige de vous l'Etre suprême ? Brisez donc un des instruments de votre esclavage, de votre

---

idées sont heureusement faciles à rectifier à cet égard. Le vers suivant en présente la rectification :

*Cedat Rex PATRIÆ MATRI, & Jus imperet armis.*

Celui qui n'existe pas avant un autre ne peut-être regardé comme étant son père & comme ayant des droits sur son obéissance. Personne ne peut donc être regardé comme père de la Patrie, puisqu'elle ne procède de personne & qu'au contraire tout procède d'elle. Loin donc que qui que ce soit ait droit de lui commander, tous, sans exception de qui que ce soit, sont tenus de lui obéir. Nous sommes tous ses enfants, dès lors tous égaux, & notre égalité ne cesse qu'au moment où celui que nous choisissons pour faire exécuter ses lois en devient le FILS AÎNÉ. Eh ! n'est-ce pas un titre assez beau que celui de fils aîné de la Patrie, lorsqu'il procure à celui qui en est revêtu l'avantage de voir ses Concitoyens lui marquer tout le respect dû aux qualités qui l'ont fait choisir, la plus grande reconnaissance pour les soins qu'il prend, & l'amour que demande pour lui le bien qui résulte pour eux de ces soins ?

On ne peut assez le répéter, soyons sévères sur le choix des termes ; les mots n'ont que trop souvent décidé des choses.



malheur & de votre dégradation, en posant en loi fondamentale qu'en conséquence du droit divin qui donne à tout Français la propriété la plus entière de ses biens, il n'est tenu de payer aucun impôt s'il n'a été consenti par la Nation, qui seule de même peut autoriser les emprunts. Statuez pareillement sur les conséquences ci-devant exposées, qui découlent de ce premier principe & qui deviennent elles-mêmes des principes en ce qu'elles en découlent immédiatement.

Comme la répartition à faire de l'impôt ne paraît pas tenir aux lois constitutionnelles, nous pourrions négliger d'en parler, & nous nous proposons de n'en rien dire. Mais la considération de l'usage inique qui a eu lieu jusqu'à ce jour, demande que nous rangions encore la loi unique qui est à porter sur cet objet au nombre des lois qui ne sont point à faire, mais qui sont F A I T E S. La justice de cette loi repose en effet sur l'évidence &, dans l'état de Société, qui a pour fin la conservation des droits de chacun & pour moyen la réunion des forces particulières de tous, non seulement chacun est, d'obligation étroite, tenu de se soumettre à ce qui est évidemment juste, mais tous sont encore également obligés de forcer de s'y conformer ceux qui voudraient s'y refuser au préjudice du droit d'un tiers.

Qu'on nous dise maintenant s'il n'est pas évident que ce sont les biens & les biens seuls qui fournissent les moyens de contribuer aux besoins de la chose publique ? Qu'on nous dise s'il n'est pas évident que celui qui a plus de biens a plus de moyens ? Eh bien, il est dès-lors tout aussi évident que c'est en raison du plus ou moins de biens que chacun possède que la contribution partielle de chacun doit se régler proportionnellement. Voilà la loi unique qui soit dans le cas d'être portée relativement à la répartition d'un impôt consenti & cette loi est évidemment juste. Celui qui a de plus grands biens n'éprouve-t-il pas pour un plus grand objet la protection du Corps Social en lui présentant une masse plus considérable de choses à conserver ? Ne lui occasionne-t-il pas par-là une plus grande dépense, & n'est-il pas dès-lors chargé d'une plus forte dette envers lui ? Celui qui est plus riche ne peut enfin sans se rendre coupable non seulement d'injustice, mais encore de cruauté, prétendre se dispenser de payer davantage. Pour en rester convaincu, il ne faut que considérer que, même en payant plus que le pauvre, il peut être regardé comme ne payant pas autant dès que ce n'est qu'au *pro rata* qu'il paye. Que l'on suppose en effet deux hommes dont l'un n'a exactement que le nécessaire & l'autre



a un grand superflu. Quelque faible que soit la somme payée par le premier, il se trouvera réduit au dessous de ce qu'il lui faut pour sa subsistance & il éprouvera une privation douloureuse, tandis que celui qui a du superflu n'éprouvera rien de pareil. Par où l'on voit que le pauvre, tout en ne payant pas plus *proportionnellement* que le riche, paye *relativement* infiniment plus. C'est donc avec raison que j'ai qualifié d'inique l'abus par lequel la partie la plus pauvre, quoique la plus utile de la Nation, a jusqu'ici fait presque à elle seule tous les sacrifices exigés pour la chose publique.

FRANÇAIS; vous avez encore un devoir essentiel à remplir. Vos biens particuliers ne sont pas les seuls dont vous ayez de droit divin la propriété la plus entière, & il est encore un bien qu'il est pour vous d'obligation étroite de garantir à ses possesseurs, & contre les entreprises du pouvoir exécutif & contre vous-mêmes, par une loi portée de la manière la plus solennelle. Ce bien est la propriété commune formée par votre réunion. En vertu de cette propriété, tout Français appartient à la France & la France appartient à tout Français. En conséquence, si, tant qu'il vit selon les lois, elle n'en peut rejeter aucun hors de son sein, aucune des Provinces qui, par leur réunion, forment l'ensemble de la Monarchie.

ne peut de même , sans son consentement exprès , être cédée ou aliénée à une Puissance étrangère ni par le Représentant de la Nation , ni par la Nation-même.

Nous touchons au moment où , après des siècles d'oppression , nous allons enfin respirer. Supposons nous disant à une portion de nous lorsque notre bonheur sera pleinement consolidé : « Nos afflictions ont été long-temps communes ; nos efforts » pour les faire cesser ont été communs & les » vôtres n'ont pas été moindres que les nôtres , » peut-être même ont-ils été plus grands. Le » Ciel , conformément à la volonté duquel nous » agissions , a béni ces efforts & la liberté en est » enfin le prix. Tous les biens qu'elle donne , » la sécurité , l'abondance & la joie vont naître » pour nous , & nous allons en jouir. Vous » comptez sans doute que vous jouirez de même » d'un bonheur qui n'est pas moins votre ouvrage » que le nôtre : vous vous trompez. Il nous » convient , pour des raisons que nous ne nous » croyons pas même tenus de vous dire , de vous » séparer de nous. Vous pensez peut-être qu'après » avoir étayé long-temps notre puissance sur vos » forces , nous nous contentons de vous retirer » brusquement l'appui des nôtres & que nous » vous laissons du moins à vous-mêmes ? vous



» vous trompez encore. Par reconnaissance de  
 » ce que vous nous avez aidés à vivre libres , nous  
 » venons de travailler à vous asservir & nous vous  
 » livrons à un maître. Sera-t-il humain ? Nous le  
 » souhaitons. Sera-t-il cruel ? Tant pis pour vous.  
 » C'est votre affaire , ce n'est plus la nôtre. »

A ce discours barbare , qui ne verrait leur cœur se ferrer d'angoisse & ne sentirait le sien se soulever d'indignation ? N'est-ce pas là le crime qu'on lit s'être commis dans des temps reculés lorsqu'un frère fut vendu par ses frères ?

C'est pourtant ainsi que notre Ministère despotique a cédé d'abord le Canada aux Anglais , & ensuite la Louisiane aux Espagnols. C'est par une suite de cette dernière cession que la Nouvelle Orléans a vu couler sous le fer du bourreau le sang d'Officiers Français qui réclamaient des franchises.

F R A N Ç A I S , lavez cette tache en établissant pour loi fondamentale que jamais aucune des Provinces , aucun des Domaines , aucune des Villes , aucun des Bourgs , Villages ou Hameaux qui composent le Royaume de France , ainsi qu'aucun des hommes qui habitent ces différents lieux , ne pourront être cédés ou aliénés à une Puissance Etrangère , amie ou ennemie.

Ce ne fera pas ici vous qui statuerez , ce sera encore l'Etre Suprême. S'il a visiblement appelé les hommes à vivre dans l'état de Société, il faut en conclure qu'il a voulu qu'il se conformassent aux lois essentielles de la Société, aux lois sans l'observation desquelles elle cesserait de subsister. S'il a voulu qu'ils se conformassent à ces lois, il n'est pas permis de les violer. S'il n'est pas permis de les violer, il faut regarder comme faite par ce grand Etre toute loi qui défend qu'on les viole, puis qu'elle n'est que la promulgation de la défense divine.

Cela posé, la question se réduit ici 1<sup>o</sup>. à connaître quelles sont les lois essentielles de la Société, c'est-à-dire quelles sont les lois sans l'observation supposée desquelles les hommes seraient restés dans l'état de vie solitaire; 2<sup>o</sup>. à faire au cas particulier l'application de ces lois pour connaître ce qu'elles exigent en pareil cas.

C'est de la définition des choses, & des conséquences, toutes immédiates, qui en découlent, que va résulter la démonstration.

Une Société quelconque est la réunion de plusieurs individus, & cette réunion a pour objet, comme il a été dit, la conservation des droits de chacun, & pour moyen la réunion des forces particulières de tous. En conséquence tous sont



tenus & , comme êtres appelés à vivre en Société, tenus d'obligation étroite de contribuer à la conservation des droits de chacun, & chacun l'est de contribuer à la conservation des droits de tous en général & de chacun en particulier. Tous les Membres du Corps Social s'appartiennent ainsi. Le droit que tous & chacun ont à l'emploi des forces de tous & chacun pour la conservation de leurs droits particuliers devient ainsi une propriété pour tous & chacun. Cette propriété est elle-même un droit & l'objet de la Société est la conservation de tous les droits. Les Membres du Corps Social ne peuvent donc, sans aller contre le but de la Société, c'est-à-dire sans attaquer les droits, au lieu de les conserver, priver aucun d'entr'eux, tant qu'il vit selon les lois, du droit de propriété qu'il a sur eux, ni en conséquence se séparer de lui. A plus forte raison ne peuvent-ils pas, en le séparant d'eux au mépris de l'accord social tacitement consenti, qui ne leur permettrait pas de le rendre à la vie solitaire, le dépouiller du plus grand des droits dont il leur confie la conservation, je veux dire de sa liberté, & le mettre sous une domination étrangère. C'est de la part d'un peuple libre, commettre l'acte de la plus noire perfidie, c'est exercer le plus violent Despotisme en disposant d'un homme comme

d'une bête , & de milliers d'hommes comme d'un troupeau , s'il s'agit d'une Province. C'est s'attaquer à Dieu même , sur la volonté duquel est fondé notre droit à la liberté. En conséquence il reste démontré que la loi qui renferme la défense de cette infociale cession doit, ainsi que toutes celles dont il a été question jusqu'ici , être regardée non comme une loi à *faire* , mais comme une loi F A I T E.

FRANÇAIS , telles sont vos lois CONSTITUTIONNELLES. N'en cherchez point d'autres. Elles établissent & elles garantissent tous vos droits renfermés dans un seul, dans le droit que tout homme apporte en naissant à la liberté & à tout ce qui est de nature à la procurer ou à la maintenir. Quelque point du globe que vous habitiez , Peuples , défendez ces lois pour votre bonheur ; pour le vôtre , Rois , gardez-vous de les enfreindre. Tout est heureux quand on les observe : rien ne peut l'être quand on les viole. PEUPLES & ROIS , abaissez vous devant elles.

Elles sont universelles & obligatoires pour tous les hommes & dans tous les lieux : auteur de tout , leur auteur tient tout sans exception dans sa dépendance , nul n'a droit de s'y soustraire ni de s'y laisser soustraire ; & de même nul ne peut , sans se rendre



coupable de sacrilège<sup>1</sup>, entreprendre d'y soustraire les autres.

Nul n'a droit de les changer : elles sont immuables comme celui qui a voulu que ce fût leur observation qui entretînt l'harmonie du Monde Moral. En conséquence ceux-là se sont trompés qui ont écrit qu'un peuple pouvait changer sa constitution ; ils ont confondu les objets & pris les lois à *faire* , pour les lois F A I T E S. Emanées de Dieu , ces dernières doivent rester ce qu'elles sont par-là même qu'il reste ce qu'il est.

Ce serait en-vain que , pendant des milliers de siècles , la voix de ces lois aurait été violemment étouffée : leur immutabilité assure leur imprescriptibilité & tous & chacun ont , comme au premier jour de l'usurpation , droit de réclamer & de procurer leur rétablissement , parce qu'il n'y a pas eu un seul instant où ces lois aient pu cesser d'être obligatoires pour eux.

Il n'est besoin , pour s'assurer de leur bonté , ni d'opiner , ni même de délibérer : ouvrage de la sagesse-même , elles rejettent tout examen ; il suffit que leur nature soit connue pour que leur perfection le soit de même & pour que l'on doive s'empresse de les promulguer.

Nul ne peut enfin s'opposer à leur promulgation : qui aurait l'audace de l'entreprendre , lors

qu'elles viennent de la seule P U I S S A N C E vraiment Souveraine qui existe dans l'Univers.

Hâtez vous donc , F R A N Ç A I S , de les promulguer. Sur-tout , sur-tout promulguez-les au nom de l'Eternel & comme étant ses volontés clairement exprimées : qu'elles deviennent ainsi l'étendard autour duquel nos droits se trouvent ralliés & l'épouvantail des téméraires qui voudraient y donner atteinte.

Alors, quand , en vous acquittant du premier de vos devoirs, vous aurez rempli les vœux de votre jeune Roi , qui brûle de connaître les siens & de les remplir, vous pourrez vous occuper des lois *d faire*, de ces lois qui ont pour objet de déterminer le choix & l'emploi des moyens les plus propres à faire respecter les lois F A I T E S , de déterminer l'organisation particulière que l'on croit devoir donner au Corps Social, de prescrire les règles de conduite générales & particulières qui paraissent les plus faites pour que tous soient plus utiles à tous & que personne ne nuise à personne &c &c.

Jusqu'à présent Dieu a été le seul législateur. Ici, & à l'égard de ces lois seulement qui n'ont point été arrêtées dans les decrets éternels, de ces lois du second ordre, qui, subordonnées aux temps, aux lieux, au caractère des peuples, peuvent-être  
telles



telles ou telles, se voir en vigueur & cesser d'y être, de ces lois enfin dont la formation a été abandonnée à la prudence humaine, ici, dis-je, commence le pouvoir législatif des Nations. Elles ont à cet égard continuellement droit de changer leur constitution, parceque leur devoir à cet égard est d'agir pour leur plus grand bonheur, que ce plus grand bonheur est ici subordonné aux circonstances, & que conséquemment l'on peut & doit-être muable comme elles dans le choix & l'emploi des moyens de se le procurer, selon qu'il paraissent continuer ou cesser d'être propres à procurer l'effet désiré.

Parmi ces lois du second ordre, desquelles je ne me suis point proposé de parler & dont conséquemment je ne ferai pas l'énumération, est celle qui a pour objet le choix des mains auxquelles doit être confié le pouvoir exécutif.

C'est une vérité reconnue que les Empires se soutiennent par l'emploi continué des moyens qui ont servi à leur formation & procuré leur accroissement. Dès le berceau de l'Empire Français, le pouvoir exécutif a été confié à un seul & c'est sous le gouvernement d'un seul qu'il s'est maintenu & accru depuis tant de siècles. L'établissement de l'ordre de succession, qui a lieu en France, est de même évidemment propre à écarter les brigues

& les dissensions qui , par-tout où cet ordre n'est point établi , divisent & déchirent les Nations. Enfin la loi salique nous met à l'abri des mêmes maux & de l'introduction de mœurs étrangères.

Tenus que nous sommes d'agir conformément à ce qui est reconnu pour être de la plus grande utilité , FRANÇAIS , c'est un devoir pour vous de déclarer qu'en France le gouvernement est monarchique & qu'en conséquence au Roi seul appartient le pouvoir exécutif; que la Couronne y est héréditaire de mâle en mâle , selon l'ordre de primogéniture , en faveur de tout Prince de la Maison régnante , né en France & *Regnicole* , à l'exclusion des filles & de leurs enfants qui sont expressément déclarés inhabiles à succéder.

Le Roi , revêtu de la plénitude du pouvoir exécutif , partage-t-il encore avec la Nation le pouvoir législatif ? Par la raison que ce qui suit dépend nécessairement de ce qui précède & qu'il faut qu'une loi existe déjà pour qu'il y ait lieu de charger de veiller à son exécution , il est évident que le pouvoir législatif appartient dans toute sa plénitude à la Nation & qu'il lui est inhérent. Si le Roi vient à en jouir , ce n'est que comme d'un droit concédé. Au reste , ce n'est jamais que pour nos libertés que les entreprises du pouvoir exécutif sont à craindre ; dès - lors , comme ces libertés



seront suffisamment énoncées & mises sous la sauve-garde des lois FAITES , rien ne paraît s'opposer à ce que , pour rehausser d'autant plus la splendeur du Trône , le Roi soit admis à la formation des lois *à faire*. Dans le cas de cette concession , son consentement deviendra nécessaire en ce qu'il sera devenu partie intégrante de la puissance législative,

Quant aux lois FAITES , leur validité ne dépend point de son approbation. Non seulement elles sont antérieures à la loi qui l'admet à partager le pouvoir législatif dont il pouvait n'être pas investi , mais c'est encore , à leur égard , Dieu qui est le Législateur. L'intervention du Roi n'en est pas pour cela moins nécessaire , elle devient même par là très-essentielle. En effet il ne fait pas seulement , comme chargé du pouvoir exécutif , la fonction de Notaire en donnant l'autenticité par l'apposition de sa signature. Cette apposition contient encore la reconnaissance formelle , faite de sa part , du caractère auguste de ces lois , du devoir dont il est pour lui de ne jamais les enfreindre , & enfin du droit que tous & chacun des Français ont de s'opposer à ce qu'il y soit donné atteinte. La Nation , de son côté , reconnaît , en apposant sa signature par le moyen de ses représentants , que c'est pour elle un devoir

non moins étroit d'exercer ce droit divin & de veiller au maintien de sa liberté. On contracte ainsi, de part & d'autre, envers Dieu. C'est par cette raison qu'il importe singulièrement que les lois FAITES, les lois vraiment constitutionnelles soient annoncées comme données par l'Être Suprême, afin que toute l'importance des obligations qu'elles imposent soit connue.

J'AI rempli une partie de ce que je m'étais proposé; c'était d'asseoir sur une base inébranlable nos droits déjà solidement établis. Il me reste à montrer que les conséquences des principes que j'ai invoqués, imposent aux FRANÇAIS le devoir de couvrir d'une gloire immortelle leur jeune Roi en co-opérant avec lui à faire naître de leur bonheur le bonheur de l'Univers.

Une fausse politique n'a que trop long-temps dicté ses leçons. Trop long-temps, trompés par ces leçons empoisonnées, les Peuples ou plutôt leur conducteurs ont mis le principe de leur bonheur dans l'état de détresse & d'abaissement des autres Peuples. De-là les intrigues, les perfidies, les dissensions, les guerres, qui n'ont pro-

---

(1) *Quidquid delirant Reges, plebs unum Achivi.*



duit pour aucun Peuple une augmentation de bonheur. Qu'ont-elles offert en effet sur la scène du monde ? au dehors des alternatives de revers & de succès ; au dedans l'accroissement constant de la misère des peuples ; leurs succès passagers n'ont cessé d'être pour eux presque aussi funestes que leurs revers : la raison en est simple, il leur a fallu , pour les obtenir , faire des efforts ruineux , & qui ne fait qu'il n'en revient jamais rien aux particuliers qui composent un état des avantages qu'il remporte ? Il est temps que les Nations marchent dans une route plus noble & plus fortunée , qu'elles s'intéressent à la tranquillité les unes des autres.

La philosophie peut les éclairer à cet égard. Elle peut & doit leur apprendre qu'elles sont entr'elles dans la relation où sont entr'eux les individus d'une société particulière ; qu'elles sont soumises à la même obligation de concourir au bonheur les unes des autres & à la conservation des droits respectifs de chacune d'elles , & que ce n'est que l'observation de ce devoir qui peut leur procurer à toutes une félicité durable.

Voilà ce que peut dire la Philosophie ; mais tout l'effet de ses préceptes sera de mener les Peuples à desirer que ce nouvel ordre de choses pût s'établir. Malheureusement habitués à tenir

& à voir tenue une conduite contraire & égoïste, il ne montreront de la tendance vers le bien général qu'en se conservant en mesure; cette marche compassée entretiendra la défiance & des siècles s'écouleront avant qu'une révolution désirée dans la conduite des Peuples entr'eux soit complètement opérée. S'il y a lieu à ce que cette heureuse révolution soit, un moment plutôt, occasionnée, décidée, accélérée, ce ne peut être que par la déclaration, non équivoque & prouvée sincère par les faits, que fera une Nation de l'intention où elle est non seulement de ne jamais attaquer, mais encore de procurer & de maintenir la liberté & la tranquillité des autres Peuples. Il faudrait encore que cette Nation fût une grande Nation, afin que sa puissance donnât la force nécessaire à son exemple en offrant un appui à ceux qui, sans cela, n'oseraient l'imiter.

FRANÇAIS, vous formez une grande Nation; le moyen de procurer le bonheur du monde, de le faire naître du vôtre & d'accroître encore le vôtre par le sien, est ainsi entre vos mains: il est dès-lors pour vous d'obligation étroite de l'opérer. Que tardez-vous donc lorsque, pour consommer cet œuvre immortel, vous n'avez besoin que de porter trois lois?



Déclarez d'abord que la France , s'en tenant à ses possessions actuelles , que vous dénombrerez , renonce à pouvoir dans aucun temps , en vertu d'aucun droit soit clairement établi soit douteux , pour aucune cause enfin & sous aucun prétexte , accroître son territoire & donnez à cette renonciation solennelle le caractère de loi fondamentale du Royaume.

Nul inconvénient à vous imposer cette loi. Un Royaume qui , comme la France , a deux cents lieues d'étendue en tout sens , qui a pour bornes & remparts naturels des fleuves , des montagnes & des mers , qui a une population de vingt-quatre millions d'ames , des habitants desquels la bravoure & les connaissances dans les Sciences & les Arts sont connues , & qui jouit enfin d'un sol fertile , est assez favorisé du Ciel pour n'avoir pas besoin de s'accroître , & offre une masse de puissance assez grande pour qu'elle paroisse ce qu'elle est , c'est-à-dire respectable. Ajoutez à ce qui vient d'être dit tous les avantages que va procurer à ce Royaume la liberté , cette Mère de tous biens. Voyez ses terres mieux cultivées , son commerce plus actif & ses ressources , déjà si étonnantes , devenues ainsi encore plus grandes. Voyez l'aisance prendre la place de la misère ; les corps , mieux nourris & logeant des

esprits moins mortifiés par l'inquiétude & le chagrin, devenir plus robustes, la population s'accroître, le civisme élever les âmes & les rendre toutes capables des plus grands efforts en cas d'attaque de la Patrie. Voyez la discipline enfin, que des moyens qui rendent les cœurs bas & flétrissent les courages, n'auraient heureusement jamais introduite, s'établir tout naturellement chez nos braves soldats, qui se ressentiront de la régénération des mœurs; qui, traités comme ils convient que l'on traite des hommes libres & des Français, prendront d'eux mêmes un sentiment de dignité & ne voudront rien faire qui déroge à ce sentiment. Voyez toutes ces choses, & dites si la France, dont la puissance sera ainsi doublée, devra craindre qu'on l'attaque & qui pourra lui causer de l'effroi? Ah! si quelque chose importe à sa tranquillité, c'est de n'en point causer elle-même. Quoi de plus propre à rassurer le reste de l'Europe que cette abdication volontaire de toutes vues ambitieuses? Ceux qui voudraient brouiller auront déjà un prétexte de moins pour former contre une Nation paisible, mais faite pour imposer, ces ligue dont la fureur de guerroyer & le ton impérieux de Louis XIV semblaient prêcher la sagesse & la nécessité.

Poursuivez, FRANÇAIS, &, après vous être par cet engagement pris avec vous-mêmes à la



face de l'Univers, établi un caractère de justice & de modération, (1) qui diminue le nombre de vos ennemis, diminuez-le encore en augmentant celui de vos amis. Le moyen en est simple : à votre réputation de modération, joignez celle d'une bienveillance universelle ; que chacun enfin soit intéressé à desirer le maintien de vos forces , parceque chacun les verra protectrices & saura qu'elles ne sont redoutables que pour les oppresseurs.

Pour vous établir cette seconde réputation, remplissez le devoir dont vous êtes tenus , comme hommes , envers le reste de vos semblables. Déclarez que le peuple Français, regardant l'ensemble des Nations comme une grande famille dont-il est membre, se croit tenu d'obligation étroite envers toutes & chacune d'elles d'assurer ou , selon les cas, procurer la liberté de ceux qui les composent ; qu'en conséquence il se déclare le protecteur de toute Nation asservie qui conservera assez de sou-

---

(1) Si j'étais assez heureux pour voir accueilli le plan noble , juste & utile pour tous, que je trace, je m'engage à donner un moyen certain de convaincre, dès le premier pas, l'Univers de la sincérité de nos déclarations. Si je ne l'indique pas ici, c'est par la raison que, prématurément connu, il ne produira pas aussi complètement son effet.

venir de sa dignité pour réclamer la liberté qui lui appartient de droit divin; qu'il tiendra pour Nation asservie celle à laquelle on ne voudra pas restituer les pareils droits dont jouit le peuple Français; que, sur la réclamation de son concours, il emploiera d'abord ses bons offices; que, ces bons offices ne produisant point promptement & , pour ainsi dire, sur l'heure, l'effet désiré, il joindra ses armes à celles de la Nation opprimée. Déclarez qu'ayant fondé l'édifice de sa liberté, il exigera pour prix de ses services, ainsi qu'il s'en explique d'avance, que la Nation par lui arrachée à la servitude adopte les lois fondamentales faites par Dieu-même; que, dans le cas où elle voudra se donner à la France & en devenir une partie intégrante, le peuple Français, fidèle à sa promesse de ne rien ajouter à ses possessions, se refusera, comme il se refuse d'avance à cette adoption; mais qu'il y aura, ainsi qu'il l'exige d'avance, un pacte perdurable entre la Nation assistée & lui; duquel pacte les conditions seront qu'avenant le cas où le peuple Français aurait à prêter à une autre Nation pareille assistance ou à l'aider à repousser un injuste agresseur, la Nation assistée y concourra également avec lui en proportion de sa population ou de sa puissance pécuniaire, & qu'enfin elle s'imposera publiquement la loi de ne



point s'aggrandir , ainsi que de ne point déclarer la guerre sans l'aveu du peuple libérateur.

F R A N Ç A I S , la gloire dont vous vous couvrirez en manifestant cette magnanime résolution , vous la devez à votre jeune Roi sur les traces duquel vous ne ferez que marcher. Sous son règne & par lui , les mers ont recouvré leur liberté , l'Amérique Septentrionale a élevé l'édifice de la sienne , & ses yeux éclairés sur les droits des hommes étendent au loin leurs regards pour envisager le sort des Nègres avec attendrissement. Ce n'est point dans l'Assemblée Nationale que ces nobles desseins ont été conçus ; c'est dans son cabinet. Lorsque le retour à votre propre liberté est en partie son ouvrage , lorsque le bonheur dont vous allez jouir vous impose , en vertu des lois sacrées de la compatibilité , le devoir de travailler au bonheur de vos semblables , hésitez-vous à manifester des intentions dans lesquelles il ne vous est pas permis de ne pas être ?

L'occasion d'en prouver la sincérité ne peut tarder à se présenter. C'est avec la certitude du succès que vous devez la saisir. Que pourront en effet les efforts du Despotisme contre les efforts réunis d'un peuple libre & d'un peuple qui veut le devenir ? Tournez les yeux en arrière & , dans

le passé , lisez l'avenir : les Suisses ne veulent plus être esclaves ; c'en est assez & douze cens des leurs battent onze mille Autrichiens à la journée de Saint-Gothard : les Grecs ne veulent pas cesser d'être libres , & dix mille Athéniens défont à Marathon l'armée innombrable du grand Roi. C'est la liberté , c'est son desir qui donne le véritable courage. Vous ferez ainsi des lions qui vous unirez avec des lions contre une poignée de tigres & , pendant la mêlée , les vœux de agneaux , des femmes , des enfans , des vieillards opprimés , feront encore combattre le ciel-même en faveur des lions.

Quel ne fera pas, F R A N Ç A I S , l'effet de ce premier devoir rempli , de cette première dette payée de votre part à l'humanité ? Votre puissance fera d'abord accrue de toute celle du peuple dont vous ferez les libérateurs. L'alliance entre vous & lui fera sincère & durable comme formée par les sentimens qui attachent le plus les hommes. D'une part elle sera entretenue par la reconnaissance & le besoin de vos secours toujours subsistant ; de la vôtre , par le desir si naturel , si doux de maintenir un bonheur qui sera votre ouvrage. Les deux peuples n'en feront de cette manière , pour ainsi dire , qu'un & les ennemis de l'un deviendront tout naturellement les ennemis de l'autre.



Alors le bonheur de l'Europe commencera à naître du vôtre. La confiance dans la vérité de vos sentiments de modération & de bienveillance, que les faits forceront de prendre, hâtera la révolution qui s'opérera peut-être sans qu'il soit besoin de nouveaux combats. Tandis en effet que, fûts de l'appui Français, qu'ils auront commencé par invoquer, les peuples en servage réclameront leurs droits, les oppresseurs, à qui la connaissance que l'on aura universellement de notre modération & de notre bienveillance ôtera tout prétexte pour nous susciter des ennemis, se porteront à être justes par la crainte de nos armes dont ils connaîtront tout le poids. Le peuple à qui cette crainte aura été salutaire deviendra pour nous un nouvel allié; de proche en proche, les peuples deviendront par nos bienfaits tous alliés les uns des autres, & il n'y aura plus qu'un pas à faire pour que la paix règne universellement. FRANÇAIS, faites ce dernier pas; il n'est point seulement de votre gloire, il est encore de votre devoir de le faire.

Déclarez que, sans nul examen préalable des traités qui jusqu'à ce jour ont pu être faits au nom de la France, il n'en est aucun des conditions duquel les Français ne se regardent comme affranchis, dès que celui qui aurait à en réclamer

l'exécution se trouvera être agresseur. Donnez-en pour raison irréfragable qu'ainsi le veut la justice éternelle; que , d'après ses decrets promulgués dans le cœur de tous les hommes, il est sous-entendu , dans tout traité, que l'on ne s'engage ni n'entend s'engager à déroger à la loi de la compatibilité. Déclarez que , comme cette loi ne nous défend pas seulement d'agir contre celui qui est injustement attaqué, mais nous ordonne encore d'aller à son secours, vous manifestez clairement & hautement l'intention dans laquelle vous êtes , non seulement de ne point aider l'agresseur , mais encore d'employer contre lui toute votre puissance. En conséquence finissez par prendre l'engagement le plus solennel envers Dieu de vous regarder & d'agir comme l'allié de toute Nation injustement attaquée.

On connaît le mot de Frédéric II : *si j'avois l'honneur d'être Roi de France , je ne voudrais pas qu'il se brulât une amorce en Europe sans ma permission*. Sans doute , en s'exprimant ainsi , il sentait toute la prépondérance de notre puissance. Mais combien , FRANÇAIS , cette puissance aurait été différente entre ses mains de ce qu'elle fera entre les vôtres dans les circonstances où vous serez placés ! Son génie actif & bouillant ne voyait & n'aurait eu à faire mouvoir que vos forces phy-



fiques. Vous aurez , vous , ces-mêmes forces physiques & , de plus, vos ressources & l'énergie de votre caractère se trouveront accrues par l'influence de la liberté dont ce Roi du Nord n'était rien moins que l'amant : vous aurez enfin de plus la force politique que vous vous ferez préparée & que vous aurez acquise en vous conciliant la faveur générale. Elle assurera vos succès & vous recueillerez tout le fruit des sentiments de modération , de justice & de bienveillance que vous aurez manifestés & dont vous aurez fait preuve. Quelque effrayants que soient vos préparatifs , personne , hors l'injuste agresseur , n'en sera effrayé , parce qu'il n'y aura personne qui ne sache que ce n'est point une guerre d'ambition que vous faites , mais une guerre d'équité , d'amour & de protection. Personne ne s'opposera à ce que vous écrasiez complètement l'agresseur , parce que personne ne craindra que vous vous accroissiez de ses pertes. Eh ! comment en même temps pourra-t-il résister ? Il aura contre lui votre puissance , celle de la Nation injustement attaquée , celle des Nations qui vous devront leur liberté , celle de ceux qui auront à craindre pour la suite une semblable invasion de sa part , celle enfin de ceux qui , mus par une pareille considération , vous auront recherchés d'avance & de qui , pour toute condition , vous

aurez exigé une prestation proportionnelle de forces contre tout agresseur. Comment pourra-t-il résister lorsque vous appellerez son propre peuple à la liberté & affaiblirez ainsi sa puissance en la divisant ? Enfin vos vaisseaux nombreux placés sur les deux mers vous rendront présents par-tout. Je le demande , quel est celui de ces Brigands qui dévastent la terre , de ces hommes qui ne devraient jamais naître , qui osera remuer lorsque vous aurez ainsi de proche en proche amené tout naturellement les choses au point qu'il y aura un traité défensif entre toutes les Nations envers & contre tous ceux qui voudraient troubler la tranquillité d'une d'entre-elles ?

Alors , fondée sur une bête inébranlable , sur la liberté & sur l'observation des devoirs respectifs des Nations , régnera la paix universelle. Alors , pour le bonheur du monde , il fera de même universellement reconnu que ce n'est que dans le bien général que peut se trouver , d'une manière constante & assurée , le bien particulier. Alors , on recueillera de même universellement les fruits de cette heureuse persuasion : la confiance & la sécurité se trouvant en effet généralement établies , le nombre des Troupes sera moindre par-tout : les Peuples ne seront plus écrasés , en pleine paix , par les dépenses qu'exige l'appareil de la guerre.

Ainsi



FRANÇAIS, je le répète, de l'usage généreux de votre liberté recouvrée, ainsi peuvent naître la félicité publique, & l'accroissement de votre félicité particulière : ainsi j'entends votre nom prononcé avec amour ! Et toi, Louis, je vois le tien voler sur les aîles de notre gloire, parce que notre gloire fera en partie ton ouvrage ! Par-tout où l'on sera heureux, on dira : notre bonheur est né du bonheur des Français, & le bonheur des François est né des sentiments fraternels de Louis XVI. Qu'il vive le PACIFICATEUR & le BIENFAITEUR du monde. Ces vœux seront exaucés ; tes jours seront prolongés bien au-delà du terme ordinaire & , lors qu'après cent Printemps, ce ne sera plus pour toi que la terre se couvrira de verdure, tu vivras encore de cette vie impérissable que la gloire procure à ses vrais favoris.

Ta mémoire ira sans cesse  
 Du père aux fils, aux neveux ;  
 Elle fera sous les Cieux  
 Ce qu'est l'odeur que nous laisse  
 Un parfum délicieux,  
 Ou bien ce que sont encore

Ces pleurs féconds que l'Aurore  
Verse sur un beau matin ;  
La fleur se hâte d'éclore  
Pour les prendre dans son sein.

T U R B E N.

*Le 14 Juin 1789.*





# AUX MANES

DU MEILLEUR DES HOMMES

REGIS-MILES-AGNÈS DE STAPLETON,

VICOMTE DE TRÈVES.

DIGNE objet de la plus sincère  
 Et de la plus vive amitié,  
 Toi, de mon ame la moitié,  
 Et de ses deux moitiés à mes yeux la plus chère,  
 Hélas ! tous mes regrets sont regrets superflus ;  
 Stapleton, Stapleton, je ne te verrai plus !  
 Mais qu'est-tu devenu ? - . . . . Quelle est ta destinée ?  
 Ce qu'il faut qu'elle soit, à jamais fortunée.  
 Non, rien à cet égard, rien ne doit m'alarmer ;  
 J'en ai Dieu pour garant, sa justice suprême  
 Veux que quiconque l'aime en soit aimé de même.  
 Et qui, qui mieux que toi, tendre ami, sçut l'aimer ?  
 Qui l'imité le sert, & plus on est sensible,  
 Plus aux malheurs d'autrui l'on se montre accessible,  
 Plus aussi l'on s'approche ainsi du grand Auteur,  
 Qui n'a pu vouloir rien qui puisse être nuisible,  
 Et que sa bonté seule a rendu Créateur.

Si notre souvenir vit toujours dans ton cœur,  
Si tuournes encor tes regards vers la terre,  
Que ton bonheur s'accroisse, OMBRE libre, OMBRE fière;  
En voyant ton ami combattre pour nos droits,  
Et prouver qu'à la loi de la Nature entière  
Tout doit être soumis, Grands, Petits, Peuples, Rois.

F I N.

---

De l'Imp. de CAILLEAU, rue Galande, N<sup>o</sup>. 64.